



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

C.P.S Nouvelle série N°1 (N°83) – 10F

12 NOVEMBRE 2000

CERCLE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Œuvrer à la construction du parti ouvrier révolutionnaire

Après le décès de Stéphane Just, une première crise dislocatrice

Le 12 août 1997, Stéphane Just décédait. Le Comité qu'il avait fondé et dirigé entraînait alors en crise.

Dès septembre 1997, des divergences politiques apparaissaient sur l'appréciation de l'étape politique ouverte par la défaite des partis bourgeois lors des législatives de mai-juin 1997. La X^e Conférence, du 30 octobre au 1^{er} novembre, voyait s'opposer deux appréciations de cette situation, et deux orientations tactiques en découlant. Une majorité de délégués (26 contre 23) se dégageait, et un nouveau Comité National (l'organe de direction) était élu en conséquence.

Mais les membres minoritaires du Comité National allaient tenter de paralyser celui-ci, en particulier en multipliant les obstacles à la sortie du n°70 de *Combattre pour le Socialisme*, et en interdisant au CN de contrôler l'activité enseignante à l'approche du congrès de la FSU.

Alors qu'un nouveau directeur de publication, O. Lestang, appartenant à la majorité, avait été désigné par le CN le 22 novembre 1997, le 15 décembre, le Comité découvrait, stupéfait, que Hélène Bertrand, membre de la minorité, avait déposé le titre "CPS" auprès de l'institut national de la propriété industrielle. Le Comité constatait que la délégation du courant « Front Unique » au congrès de la FSU écartait les militants ayant voté le texte majoritaire à la Conférence (pour la forme, il était proposé à l'un d'entre

eux, trop tard pour qu'il puisse s'y rendre, sciemment, d'y avoir une petite place).

Dès lors, les minoritaires achevaient le travail. S'ils n'avaient pu empêcher la sortie de CPS n°70, ils avaient fait sortir leurs partisans de la cellule RATP (voir en annexe), disloquant ce qui constituait le cœur historique du Comité. Ils boycottèrent le Comité National, lançaient, en dehors des instances, un prétendu "appel à tendance", et finissaient, le 11 janvier 1998, par affirmer: "*il n'y a plus de Comité National*", prétendaient donc en constituer un nouveau, composé exclusivement de minoritaires. Entérinant la scission, ils convoquaient leur propre "conférence extraordinaire" sur ces bases les 12-13 avril suivants.

Ainsi était constitué un groupe liquidateur du Comité par une minorité désertant ses instances, rassemblée autour d'Hélène Bertrand et Serge Goudard. Ce groupe affirmait derechef être "le Comité", s'appuyant sur les positions syndicales qu'il emportait avec lui, à commencer par celles dans l'enseignement. Il publiait dès lors une édition pirate de "*Combattre pour le Socialisme*" sous la responsabilité d'Hélène Bertrand. On y lit abusivement: "*Fondateur: Stéphane Just*".

La possibilité de ce groupe à prétendre être le Comité, l'impossibilité de ce qui restait du Comité (la majorité des militants) à le lui interdire, traduisait une situation manifeste et publique: la dislocation du Comité.

De Charybde en Scylla

Néanmoins, ce qui restait du Comité a continué à combattre, agir, pour assurer la continuité politique du combat de Stéphane Just. *Combattre pour le Socialisme* est paru régulièrement, incluant la parution d'un numéro double consacré à Stéphane Just; l'orientation politique du Comité tel qu'il était issu de la crise de fin 1997 a été définie et projetée, avec un certain écho, dans différents secteurs de la lutte des classes (ce dont ont rendu compte les numéros 70 à 79 de CPS). Sur cette base, celle de la poursuite de l'élaboration politique, il a été possible de préparer et de convoquer une XI^e Conférence. Les rapports

politiques la préparant y seront adoptés par 87,5% (rapport international) et par 100% (rapport France) des voix.

Pourtant, malgré cette apparente homogénéité politique, d'épouvantables tensions avaient fait leur apparition, se cristallisant sur la question du Comité, sa place, son rôle, et sa situation après l'offensive liquidatrice dirigée par Serge Goudard et Hélène Bertrand. Sagement, la conférence décidait de ne pas conclure précipitamment la discussion par un vote sur cette question et de convoquer une deuxième session sur la base d'un nouveau texte que le CN avait mandat de fournir.

C'est en toute connaissance des interventions et des votes de chacun que la Conférence a élu ensuite le nouveau CN.

Mais, passée la conférence, une opération de dynamitage des instances du Comité était menée de l'intérieur par quatre membres du CN (sur huit): 'Elido', 'Pierre', 'Valentina', 'Yann'. Alors qu'ils se targuaient de disposer d'une "majorité", ils décrétaient dans une déclaration (diffusée par leurs soins le 11 septembre 1999, en dehors des instances du Comité): *"il n'y a plus de CN", "Il ne peut y avoir dans ces conditions un numéro de Combattre pour le Socialisme"*. Ils constituaient donc, le 11 au soir, un autre "CN" qui, sous couvert d'un "appel à tendance" que le CN élu légitimement n'avait jamais eu entre les mains, appelait leurs partisans à se réunir entre eux, boycottant les cellules et le versement des cotisations. Des "motions de délimitation" interdisaient aux militants du Comité ne partageant pas les vues de ce regroupement de participer aux réunions qu'il tenait. Preuve qu'il ne s'agissait plus de réunions du Comité, ouvertes à tous ses militants.

Ayant de la sorte phagocyté le Comité de l'intérieur, ils convoquaient pour le 16 octobre 1999 ce qu'ils baptisaient *"seconde session de la XI^e conférence"* toujours sur la lancée de leur texte fondateur du 11 septembre, réunion convoquée sur la base suivante:

"organiser la défense de l'organisation, de ses militants, contre la fraction secrète Hannibal-Picaret [deux des membres du CN élu par la XI^e Conférence - Ndlr]".

Ni rire, ni pleurer, comprendre

Ainsi donc, les 2 et 3 octobre 1999, consécutivement à la sortie de *Combattre pour le Socialisme*, étaient publiés l'édition pirate de d'Hélène Bertrand et l'ersatz du groupe 'Elido-Valentina', publié frauduleusement sous le nom d'O.Lestang.

Cette situation peut faire rire les ennemis du trotskysme, les blasés, les cyniques, ceux qui considèrent que l'Organisation Communiste Internationaliste, puis le Parti Communiste Internationaliste, ainsi que le Comité qui a combattu jusqu'au bout contre la dégénérescence du PCI et de la IV^{ème} Internationale étaient voués à l'avance au pire.

Mais pour les militants et sympathisants du Comité, pour ceux qui ont connu Stéphane Just et le combat qu'il a mené pendant des décennies au premier rang pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, pour la IV^{ème} Internationale puis pour la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire, elle est lamentable.

Travailler à la surmonter, c'est dire ce qui est, et en dégager les causes.

Or, tant le groupe représenté par Hélène Bertrand que celui des naufrageurs constitué à l'automne 1999 s'emploient à masquer la réalité. L'un comme l'autre affirment être "le Comité pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire". Ils proclament contre l'évidence que le Comité n'aurait pas été cassé en tant qu'organisation. A l'affirmation *"le Comité continue"* de la 'conférence' d'avril 1998 du groupe Bertrand/Goudard, fait écho, le 20

En d'autres termes: c'était une convocation à une "réunion ouverte" de leur "tendance", la première de leur groupe sur la base du combat contre le CN élu par la XI^e Conférence.

Pour faire bonne mesure, ils avaient antérieurement refusé (juste avant qu'ils ne fassent exploser le cadre commun) que les délégués à la session initialement décidée au mois de mai 1999 fussent élus (!), alors même que le texte à l'ordre du jour cette session n'avait été ni discuté ni voté dans les cellules!

Puis ils refusèrent de répondre aux propositions des militants restés dans le cadre du Comité et attachés à la préservation de ce qu'il en restait: réunir sans préalable le CN élu par la XI^e Conférence, reconstituer les cellules, rétablir la centralisation des cotisations, préparer ainsi une deuxième session démocratique de la conférence.

La sortie d'un ersatz particulièrement bâclé de CPS le 3 octobre, deux jours après celle de CPS n°79, concentrait une nouvelle fois l'explosion de ce qui avait été maintenu du Comité jusque-là.

Notons que les naufrageurs/éditeurs de cet ersatz de bulletin faisaient mensongèrement figurer sur leur *opus 1* la mention *"directeur de publication: O.Lestang"*, militant qu'ils caractérisaient au même moment, dans leurs textes internes de "révisionniste"... Depuis, c'est le nom de Pierre Salvaing qui figure sur le bulletin publié par ce groupe. Toutefois, la direction réelle de toute l'opération commando contre le Comité et de cette publication est de la responsabilité de 'Elido' et 'Valentina'.

janvier 2000 le groupe 'Elido-Valentina': *«le cadre du Comité a été préservé»*. Reste à savoir à partir de quand, pour eux, l'on peut considérer une organisation comme détruite. Apparemment, jamais: ils croient en l'immortalité.

Quant à aborder le seul terrain sur lequel on puisse éclaircir la situation: celui de l'orientation politique, même refus des deux générations des naufrageurs. En effet, là encore à l'unisson, ils affirment que leur départ des instances du Comité n'aurait eu pour but que de lutter contre la "démoralisation", le "scepticisme", le "renoncement", de faire pièce au refus de la direction du Comité d'assurer "la continuité".

Ainsi, le groupe représenté par Hélène Bertrand, lors de sa conférence de novembre 1999 affirme-t-il:

"En dernier ressort, l'attitude des Hannibal Massino Picaret atteste d'un profond scepticisme sur les capacités du prolétariat à réaliser ses tâches historiques"

Quant au groupe 'Elido-Valentina', il renchérit dans le texte signé Pierre et Elido qui a lancé l'offensive début 1999 contre la direction du Comité (paru dans le BI n°2):

"sous couvert de "modestie" et de "lucidité" se trouvent le scepticisme et la démoralisation qui ont laissé les mains libres à Goudard et Cie. Cette voie du renoncement ne pourrait mener qu'à la liquidation"

Rien de neuf sous le soleil. En 1984, Stéphane Just était déjà attaqué en ces mêmes termes par les dirigeants du PCI notamment "Viviers" et "Lacaze" dans le BI n°4:

"le scepticisme du camarade Just (...) limite le rôle qu'il attribue au PCI à un rôle de propagandiste et de conseiller "extérieur". (...)

"Il s'agit d'un véritable appel à renoncer aux tâches de construction du parti, un appel au repli vers un petit groupe de propagande, incluant une nécessaire élimination des éléments les plus récemment intégrés au parti. Dans une telle situation, un tel repli est impossible: il équivaudrait à détruire le PCI tel qu'il est."

Cette comparaison s'arrête au point suivant: il s'agit à chaque fois d'interdire la discussion concrète sur les orientations politiques.

Le décès de Stéphane Just a décapité politiquement le Comité

Il est significatif que le premier désaccord apparu au sein de la direction, lors du premier CN tenu après le décès de Stéphane Just, ait porté sur la place de ce dernier.

Ce 30 août 1997, 'Serre' proposait en effet d'intégrer au rapport politique un étrange rajout, vide de politique, se réduisant à un acte de foi dans la capacité du Comité à "se construire". 18 jours seulement après le décès de Stéphane Just, cela ne pouvait être compris autrement que comme une volonté d'effacer la place qu'il occupait, si abruptement que les compères de 'Serre' au CN ne purent le suivre alors.

Il est non moins significatif que :

1) dans le texte adopté en novembre 1999 par la "XII^e Conférence" du groupe dirigé par Hélène Bertrand et Serge Goudard auquel appartient Jean Ribes, ce qui est présenté comme l'analyse de la crise du Comité n'accorde qu'une petite phrase à Stéphane Just (sur 7 pages), pour mentionner son décès.

2) dans le texte consacré au Comité par le groupe 'Elido-Valentina' dans leur parodie de CPS datée du 23 février 2000 et numérotée 80-81, on lise (p.13):

"malgré la correspondance des dates, la crise que nous venons de traverser n'est pas née avec le décès de Stéphane Just, ni du décès de Stéphane Just."

Tous les naufrageurs du Comité sont donc d'accord pour réduire la disparition de Stéphane Just à un épiphénomène. Pourtant, il est d'une importance décisive, pour saisir le cours des événements, de comprendre quelle était la place de Stéphane Just par rapport au Comité.

Il va sans dire que, pour commencer, sans Stéphane Just, le Comité qui était alors "pour le redressement politique et organisationnel du PCI" n'eût jamais été fondé en 1984. C'est Stéphane Just qui est le seul, au travers des textes parus en Bulletin Intérieur du PCI, à avoir fourni la base politique hors de laquelle aucun regroupement n'aurait survécu longtemps à son expulsion du PCI, base qui permettra de regrouper au sein du Comité de nombreux militants exclus après 1984 pour avoir cherché à combattre le révisionnisme de la direction du PCI.

Cela s'explique par la place de premier plan que Stéphane Just a occupé au sein de l'OCI et à l'échelle internationale, à partir des années 63-65 (sa place lors de la grève des mineurs, la publication de *Défense du trotskysme*).

Car si, avec la plus grande sincérité, les militants du Comité après la mort de Stéphane voulaient que soit assurée la continuité du combat politique du Comité, celle-ci ne pouvait être réglée par des proclamations, des déclamations, mais par l'élaboration d'une orientation politique correcte dans toutes ses déterminations, par l'appréciation correcte de ce qu'était le Comité et de ce que représentait pour lui le décès de Stéphane Just.

Sinon, de quoi parle-t-on quand on parle de *continuité*? Continuité par rapport à quoi, à quels acquis politiques, et comment? Voilà précisément les questions auxquelles tous les naufrageurs du Comité, de la première puis de la seconde génération, ne voulaient pas qu'il soit répondu.

C'est lui qui a, au travers de "la Vérité", fourni les apports politiques essentiels à l'OCI, et à l'échelle internationale au combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Donc, déjà au sein de l'OCI et des regroupements internationaux constitués autour d'elle, il jouait un rôle irremplaçable. Ensuite lors de l'exclusion de Stéphane du PCI et lors des années qui ont suivi, aucun dirigeant important du PCI n'a combattu avec lui, n'a rejoint le Comité, ce qui est une expression de la dégénérescence de cette organisation. Pas un seul étudiant du PCI non plus n'a rallié le Comité lors de sa fondation.

Ce rappel permet de préciser quelle était la place de Stéphane au sein du Comité. Non seulement il a porté seul l'élaboration politique au compte du Comité, mais de plus il a dû le faire entouré de militants qui au sein du PCI n'étaient que des militants de deuxième rang, au mieux.

C'est cette place qu'ont cherché, à leur tour, à nier les naufrageurs qui s'en sont pris à ce qui restait du Comité à l'automne 1999, polémiquant en particulier contre une phrase, extraite d'un document de travail interne à la direction publié contre la volonté de son auteur, mais qui n'en est pas moins juste: *"Stéphane Just était le seul véritable marxiste de l'organisation"*.

Il s'agit d'une réalité qui n'a pourtant rien de spécifique au Comité. Léon Trotsky rappelait pour sa part:

"On fait d'ailleurs la révolution avec relativement peu de marxistes, même à l'intérieur du parti. Dans ce cas, c'est le collectif qui supplée à ce que l'individuel ne peut atteindre. Déjà un domaine partiel constitue une chose qu'un individu peut à peine maîtriser: il faut des "spécialistes" qui se complètent mutuellement. De tels spécialistes sont souvent des "marxistes" tout à fait passables, sans être vraiment des marxistes, parce qu'ils travaillent sous le contrôle de véritables marxistes."

Le parti bolchévique dans son ensemble en constitue un exemple éclatant. Sous le contrôle de Lénine et de Trotsky, Boukharine, Molotov, Tomsy et de centaines d'autres ont été de bons marxistes, capables de grandes réalisations. Mais dès que ce contrôle a disparu, ils ont honteusement décliné. Cela ne provient pas que le marxisme est une science secrète: il est simplement difficile d'échapper à la pression colossale de l'entourage bourgeois et toutes ses influences."

(Oeuvres, tome 5 - nous soulignons)

C'est à partir de la conscience de cette réalité que Stéphane a combattu pour constituer une direction du Comité, ce qui signifiait: une direction capable d'élaborer, de permettre au Comité de projeter son orientation, et en conséquence

d'attirer à lui des militants au compte de la construction du parti ouvrier révolutionnaire. Et en ce sens, sous la direction de Stéphane Just, des progrès significatifs, bien qu'ils se soient révélés insuffisants, ont été accomplis.

Quelques données sur le Comité

Fondé lors d'une réunion de trente six militants, essentiellement de la RATP d'une part et de la région lyonnaise d'autre part, en 1984, le Comité atteint en quelques mois une centaine de militants, niveau auquel il restera, pendant plusieurs années, connaissant pourtant à partir de 1993 quelques progrès numériques (atteignant cent trente militants en 1997) essentiellement liés à un développement réel, bien que limité, dans la jeunesse étudiante. Mais derrière la relative stabilité de ces chiffres se cache un renouvellement sensible.

Axé sur le redressement politique et organisationnel du PCI, le Comité pourra ainsi attirer à lui plusieurs regroupements expulsés par la direction du PCI (tendance Domange (85), groupe "Que Faire?" (87) une partie de la tendance "FFU" (1989) et "groupe trotskyste" de Clermont-Ferrand (1993). A partir de 1987, avec la disparition publique du PCI, escamoté au profit du MPPT, et avec en particulier les développements de la lutte des classes (grève générale victorieuse des étudiants de 1986), le Comité devient "pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la IV^e Internationale". Il renouera des liens fructueux avec la jeunesse étudiante, en intervenant au sein de l'organisation de jeunesse de la LCR, les JCR, en constituant

ultérieurement à partir de ce premier lien dans la jeunesse une fraction étudiante réduite.

En 1991, lors de la guerre impérialiste contre l'Irak, le PCI s'aligne sur l'orientation du PCF, qui soutient les plans impérialistes de "paix" impulsés par le gouvernement français, au travers de "l'appel des 75". Sans réaction du PCI devant une telle capitulation, il faut en tirer les conclusions: la fin du combat pour la IV^e Internationale

La boucle est fermée. Le PCI est mort. La force politique qui du PCI en 1951, au Comité International, au COROI, à "IV^e Internationale-CIR" a assumé la continuité de la IV^e Internationale a été gagnée par le révisionnisme: elle est morte comme organisation trotskyste"

(résolution adoptée par la VI^e Conférence du comité, novembre 1991, souligné par nous)

A partir de ce constat, sans pour autant considérer:

"que les militants du PCI, de IV^e Internationale-CIR, ou d'autres organisations se réclamant de la IV^e Internationale, sont, en tant que militants, perdus pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire" (ibidem),

le Comité prend le nom de:

"Comité pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire".

Au centre, la définition d'une orientation politique au compte du prolétariat et de la jeunesse

Ce qui a permis au Comité de tenir dans une situation difficile, en particulier marquée par la dégénérescence sans cesse croissante du PCI, c'est sa capacité à définir un armement politique permettant à ses militants de répondre aux problèmes les plus brûlants et les plus fondamentaux de la lutte des classes. Ce fut le cas dès 1984, quand, contre l'orientation révisionniste de la "ligne de la démocratie" de la direction du PCI, menant au "MPPT" puis à la dissolution du PCI dans le "PT", Stéphane Just maintenait la ligne stratégique du combat pour: un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour le socialisme, appuyé sur un programme d'action de mesures anticapitalistes adaptées à la situation ouverte en mai-juin 1981.

Au centre de ce programme se trouve la nécessité du combat contre le gouvernement "d'union de la gauche", lui opposant la revendication d'un gouvernement sans représentants des partis bourgeois:

"Il y a toujours une majorité de députés du PS et du PCF à l'Assemblée nationale. Ils peuvent décréter: l'Assemblée nationale est souveraine, elle décide que le gouvernement doit émaner d'elle et répondre devant elle; elle fait droit aux revendications des travailleurs"

Et, sur cette orientation, le Comité avance le mot d'ordre:

"d'une manifestation à un million et plus à l'Assemblée nationale pour dicter aux députés du PS et du PCF que nous avons élus nos volontés."

(citations du n°1 de CPS, octobre 1984)

Entre 1986 et 1988, le Comité combat sur la ligne du front unique des organisations ouvrières contre le gouvernement Chirac. Il s'appuiera notamment sur la victoire de la grève générale des étudiants en novembre-décembre 1986, qui avaient réalisé: le comité de grève intégrant les organisations syndicales, la manifestation nationale en masse à l'Assemblée nationale, l'appel aux organisations syndicales ouvrières ("avant les échéances électorales, le gouvernement Chirac peut être balayé")

Après la nouvelle défaite électorale des partis bourgeois en 1988, comme le rappelait la XI^e Conférence, le Comité s'axe de nouveau sur la possibilité suivante (premier terme de l'alternative ouverte en mai-juin 1981, cf. textes de la XI^e Conférence publiés dans Cps n°78):

"L'existence d'une majorité de députés du PS et du PCF servait de point d'appui à une mobilisation des masses exigeant, par leurs propres moyens et méthodes, de cette majorité qu'elle rompe avec la bourgeoisie, qu'elle se déclare souveraine, qu'elle décide de former un gouvernement sans ministres membres d'organisations et de partis bourgeois. Cette mobilisation pouvait commencer, par exemple, par une gigantesque manifestation nationale à l'Assemblée Nationale, à laquelle auraient appelé et qu'auraient organisé les centrales, les fédérations syndicales ouvrières, en vue d'imposer aux députés du PS et du PCF qu'ils prennent cette décision sans se soucier de la légalité de la Ve République."

Sur cette orientation, le Comité utilisait toutes les occasions permettant de combattre pour imposer aux dirigeants des organisations syndicales la rupture avec les gouvernements

successifs de collaboration de classe, vertébrés par le PS, intégrant des représentants de formations bourgeoises.

Un écho certain

Nombre d'initiatives prises sur cette ligne par le Comité vont avoir un écho et une importance certains. Ainsi le combat mené par le Comité en 1992 sur la ligne: "*jusqu'au bout contre l'éclatement de la FEN*", sur l'exigence la tenue d'un congrès extraordinaire permettant aux enseignants d'interdire aux appareils sa destruction au compte de la bourgeoisie. Suite à l'éclatement de la FEN, le courant impulsé par le Comité dans les organisations syndicales prend le nom de "Front Unique". Il sera un des instruments de la construction de la fraction enseignante du Comité dont plusieurs initiatives auront un réel écho, et dont le travail aboutira à ce que "Front Unique" soit représenté dès 1994 dans les instances nationales de la FSU. Malgré le passage des militants du PCI à FO dès 1984, puis l'éclatement de la FEN en 1993, le Comité était parvenu à maintenir un regroupement dans l'enseignement sur la base d'une orientation trotskyste.

En novembre-décembre 1995, l'orientation dégagée par le Comité "*pour le retrait du plan Juppé, que les confédérations syndicales, les fédérations, appellent à la*

grève générale, à la manifestation à l'Assemblée nationale" permettra à ses militants d'avoir un écho considérable eu égard à la taille du Comité (positions majoritaires dans des Assemblées générales de plusieurs lignes de la RATP, aux TCL, chez les enseignants, les étudiants, à la CAMIF, aux impôts, dans les hôpitaux, ainsi que des appels dans les même sens contresignés par des centaines de travailleurs dans l'enseignement, dans la métallurgie, à Péchiney).

Dans la jeunesse, des initiatives auront un écho réel: le combat contre la liquidation de l'UNEF-ID (en 1994 lors du congrès de celle-ci), contre les C.I.P. du gouvernement Balladur (toujours en 1994), pour le retrait du projet de loi Debré (1997), qui contribueront au développement du secteur étudiant du Comité.

Il faut rappeler que l'orientation révisionniste de la direction du PCI avait conduit à la liquidation du trotskysme à l'université. Le début de reconstitution d'une fraction sur le terrain du programme de la révolution prolétarienne chez les étudiants, aussi faible soit-elle, constituait un acquis politique important.

D'importants acquis politiques ...

Non moins indispensable au Comité fut sa capacité à se positionner sur les questions les plus décisives de la lutte des classes à l'échelle internationale.

En particulier, le Comité se positionna inconditionnellement pour la réunification de l'Allemagne en 1989, inconditionnellement pour l'échec des putschistes en URSS en 1991, inconditionnellement pour la défense de l'Irak contre l'impérialisme en 1991.

Le Comité a suivi les développements de la lutte des classes dans des foyers révolutionnaires comme la Palestine ou l'Afrique du Sud, dans des pays capitalistes d'importance comme l'Allemagne ou l'Italie, il a analysé avec soin l'Union Européenne, les développements de la situation économique à l'échelle mondiale, ou encore le développement de la guerre qui a ravagé l'ex-Yougoslavie.

Le Comité a saisi le moment à partir duquel il n'était plus possible de tabler sur l'irruption de la révolution politique, le moment à partir duquel la restauration capitaliste est devenue irréversible dans l'ex-URSS, et ses conséquences sur le prolétariat (texte "*une nouvelle perspective*").

Il faut encore indiquer le travail de bilan de la IV^e Internationale (VI^e Conférence), de bilan de l'OCI et du PCI, entrepris en particulier dans la publication de deux suppléments au n°40 de *Combattre pour le Socialisme*.

Il s'agit là d'acquis précieux à partir desquels le travail d'élaboration politique indispensable pour tout militant sérieux peut être poursuivi.

... et organisationnels

Stéphane Just a aussi combattu pour que le Comité s'approprie les acquis du bolchevisme en matière organisationnelle. Dès la constitution du Comité, il a mené un combat politique résolu contre ceux qui pensaient que de "bons statuts" pouvaient préserver une organisation de la dégénérescence (en particulier contre Antoine de Montpellier). En dernière analyse, il défendait à juste titre que la cohésion de l'organisation reposait d'abord sur les questions programmatiques. Mais dans le même temps, il a tout fait pour que le Comité se dote de normes de fonctionnement très strictes et pour qu'elles soient appliquées.

Entre deux conférences, les pouvoirs étaient effectivement concentrés au niveau du comité national ; le comité national est toujours resté souverain sur toutes les décisions en

matière politique et organisationnelle : il adoptait les éditoriaux de CPS, les auteurs d'articles pour le bulletin étaient consultés sur les modifications jugées nécessaires par Stéphane ; le CN était invité à se prononcer sur son contenu après sa parution ; il était normalement informé et amené à se prononcer sur tous les aspects de la vie politique du comité, en particulier ceux relatifs aux finances. Sur ce plan, une vraie gestion ouvrière était de rigueur. La vie des cellules était impulsée de manière à ce que l'activité de chaque militant soit contrôlée, tout en tenant compte de la « santé » politique des membres de l'organisation.

Les conférences ont été effectivement souveraines ; la liberté d'expression politique y était totalement garantie ; les formes scrupuleusement respectées. Ainsi 'Martial',

'Kazan', 'Karl', 'Valentina' purent exprimer complètement leurs divergences et les défendre devant tous les militants de l'organisation (dans la mesure où eux mêmes le souhaitaient).

Furent effectivement sanctionnés les militants qui se sont écartés de ces normes organisationnelles. Ce fut le cas de 'Grosz' qui prit la décision d'éditer sa contribution au bulletin intérieur avant de l'avoir transmise au CN ; à plusieurs reprises 'Valentina' échappa aux sanctions (texte public adressé aux partisans de G.Filoché dans la LCR, texte public sur le livre de Chesnais) pour la seule raison que Stéphane, avec l'accord du CN, ne voulut pas mettre 'Elido' en situation personnelle difficile à surmonter. Était impitoyablement combattue la pratique des ragots et des sous-entendus.

Le droit de tendance était reconnu dans le Comité. Le rapport politique adopté lors de sa première conférence (25,26 et 27 mai 1985) rappelait :

« Il faut préciser ce que signifie, comment peut et doit s'exercer « le droit de tendance ». L'existence de « tendances » n'est pas la norme dans une organisation trotskyste. C'est un droit qui comme tout droit doit être codifié. La norme c'est d'éviter, autant que possible, que se constitue ou de constituer « une tendance ». C'est un recours lorsqu'il est devenu évident que c'est pour défendre une orientation d'ensemble contre celle de la direction de l'organisation, si l'on estime que cette dernière est fondamentalement erronée. A cet égard, notre regroupement ne peut et ne doit fonctionner ni comme le PCI...ni comme la LCR. Ni le PCI où le droit de tendance n'existe que sur le papier... ni la LCR où, pour n'importe quoi et sur n'importe quoi, des tendances se constituent, lesquelles se perpétuent ainsi que de petites organisations dans l'organisation au cours des années.

Cette approche permet de préciser dans quelles conditions « une tendance » peut et doit se constituer éventuellement.

Une contradiction non résolue

Mais il faut encore une fois y insister: la capacité d'élaboration du Comité reposait pour l'essentiel (sans s'y limiter) sur Stéphane Just. Des progrès ont certes été réalisés dans la construction d'une direction. Mais il est particulièrement significatif de constater que, lors de la dernière conférence à laquelle il ait participé, Stéphane Just avait confié la rédaction du rapport préparatoire à un autre membre de la direction. Il dut ensuite le reprendre de fond en comble, pour y intégrer rien moins que l'essentiel: la caractérisation que le capital avait été restauré en Russie, et ses conséquences pour le prolétariat, la relation entre la restauration capitaliste et la disparition de la IV^e Internationale, l'appréciation de la situation économique de l'impérialisme

C'est en réalité par l'apport de sang neuf et sa fusion positive avec les générations antérieures que pouvait être surmontée cette situation. Le Comité a, là encore sous l'impulsion de Stéphane Just, cherché à favoriser ce processus, notamment en décidant la tenue de journées d'études étudiantes dès lors que le secteur étudiant fut assez développé. Mais ce processus ne faisait que commencer.

Lorsqu'une divergence politique survient, si importante soit elle, on ne commence pas par « appeler à tendance ». on commence par écrire un texte qui définit les positions ou l'orientation que préconise tel ou tel militant. La discussion s'engage dans les cadres normaux sur ce texte. Si les divergences se résorbent, sont dissipées ou dépassées, alors il n'y a pas lieu « d'appeler à tendance ». Si, au contraire, elles se maintiennent ou même s'aggravent, alors il devient justifié d'avoir recours à « l'appel à tendance » sur la base d'un texte politique. Cette façon de procéder est la seule normale. Constituer « une tendance », c'est prendre une lourde responsabilité, c'est déjà postuler au changement de direction, à devenir la nouvelle direction. La décision ne peut donc être prise sans qu'il soit prouvé que c'est absolument nécessaire. En outre, c'est ainsi que peuvent être évitées les « tendances » bidons et ne répondant qu'à des manœuvres plus ou moins bien intentionnées. »

Il doit être souligné que les naufrageurs du Comité ont dans leur entreprise rompu avec cette pratique. A titre d'exemple, très significatif, tant Goudard/Bertrand que Valentina/Elido ont proclamé leurs "tendances" sans les avoir déclarées au CN et concomitamment à la diffusion de textes proclamant que le CN était déchu et annonçant la constitution d'une nouvelle direction.

Cette pratique organisationnelle a été dans les deux cas l'expression d'un refus de permettre une réelle discussion politique dans un cadre commun, communiste. Au plan organisationnel, afin d'interdire toute possibilité réelle de surmonter les divergences, Goudard/Bertrand ont cassé les cellules de la RATP, Valentina/Elido ont décrété que l'accès aux "cellules" n'étaient réservés qu'à ceux qui se pliaient à leur "motion de délimitation". Avec 'Valentina' et 'Elido' s'est développée la pratique systématique du ragot, de la calomnie (par exemple campagne téléphonique pour accuser la camarade 'Fine' d'être un agent de Serge Goudard) et de la falsification des faits.

Or, la contradiction marquant ainsi le Comité, sa faiblesse politique comparée à ses acquis et ses tâches, contradiction traduite dans la place prépondérante occupée par Stéphane Just au sein de sa direction, était d'autant plus marquante que précisément, au premier rang des tâches du Comité figure la défense du marxisme.

Voici comment la VI^e Conférence, prenant acte de l'échec final du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, posait les tâches du Comité (tâches qui, il faut le dire, sont inchangées en ce qui nous concerne):

"Sa tâche actuelle est de participer, tout autant que ses moyens le lui permettent, à la vie politique, d'intervenir du côté du prolétariat, en avançant son orientation politique dans la lutte des classes, de défendre les acquis théoriques et politiques que le programme de la IV^{ème} Internationale et la lutte pour sa continuité ont concentrés. (...)

Ainsi, le Comité se préparera à participer aux processus qui, à plus ou moins longue échéance, se développeront inéluctablement et qui aboutiront à la reconstruction, sur un nouvel axe, du mouvement ouvrier.

(conclusion de la VI^e Conférence, novembre 1991)

Les tâches politiques du Comité

La légitimité du Comité à prétendre "défendre les acquis politiques et théoriques" de la IV^e Internationale vient de ce qu'il est le seul groupe à avoir lutté jusqu'au bout pour défendre l'organisation qui assurait la continuité de la IV^e Internationale: le PCI.

Pour autant, le Comité ne se considérait pas comme le noyau du futur parti ouvrier révolutionnaire. Le texte cité ci-dessus spécifiait à ce sujet:

"Mais il ne faut pas s'y méprendre, le Comité qui désormais devrait prendre le nom de "Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, pour la construction de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire", n'est pas une sorte de nouvelle opposition de gauche internationale.

L'opposition de gauche internationale était dès son origine une fraction internationale. Le Comité est un regroupement internationaliste mais qui n'a pas de base internationale. C'est une organisation dont la dimension se limite à une échelle nationale. Il ne l'a pas voulu, mais cela s'est imposé à lui. C'est seulement du PCI que s'est dégagée une force politique, certes faible, mais réelle et politiquement claire. Ailleurs, il n'existe, au moment actuel, aucune force politique, même limitée, mais politiquement claire, combattant pour un parti ouvrier révolutionnaire, d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire. Le Comité a tenté de constituer un courant international se situant sur cette orientation, il n'y est pas parvenu. C'est pourquoi il ne fait pas partie d'un courant international ainsi situé. Pour l'instant des éléments pouvant en constituer un ne sont pas encore apparus.

Le Comité ne peut rêver et essayer de sauter par-dessus sa tête en se prenant pour ce qu'il n'est pas. Il se briserait."

Que cela signifie-t-il? Que les acquis politiques et théoriques issus du combat pour la IV^e Internationale sont indispensables: ils constituent en réalité les leçons de toute l'expérience politique du prolétariat, et devront être intégrés par son avant-garde dans le mouvement qui mènera à la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe. Dans ce processus, un groupe armé de ce programme, même petit, peut jouer un rôle tout à fait positif, permettre l'économie d'années de tâtonnements, d'hésitations, d'erreurs, qui peuvent s'avérer douloureuses sinon fatales, faire échouer une nouvelle fois le mouvement qui mène à la constitution du parti ouvrier révolutionnaire.

C'est sur cette perspective que s'axait clairement en 1991 le Comité, celle d'une telle participation "aux processus qui (...) aboutiront à la reconstruction, sur un nouvel axe, du mouvement ouvrier", et par conséquent de sa "participation à la vie politique du côté du prolétariat" visant à poser les jalons de ce que serait la politique d'un réel parti ouvrier révolutionnaire, à regrouper, organiser sur et pour cette politique, dans une telle perspective.

Il est d'autant plus nécessaire de le rappeler que, dans le cours de la préparation de la XI^e Conférence de mai 1999, une révision de ces objectifs a été développée.

Il nous suffira pour la résumer de citer un texte signé 'Pierre' et 'Elido' publié dans le BI n°2 de préparation à ladite conférence. On y lit:

"la construction de nouveaux partis ouvriers révolutionnaires n'auront rien de spontané. Le rôle du Comité est décisif". (Nous soulignons)

A l'évidence, une telle chimère portée par quelques dizaines de militants en France ne peut mener qu'à la démoralisation face aux coups que lui porte la réalité et dans le même temps mener à la secte.

Ce n'est pourtant pas faute de l'apport de Trotsky, qui explique dans sa *Contribution à la discussion sur la situation de la Ligue et ses tâches*, le 29 juin 1934, notamment que:

"Spartacus a été écrasé parce qu'il n'était pas suffisamment lié aux masses. Que sommes-nous à côté de Spartacus?"

[La ligue Spartacus, qui fut le noyau du PC Allemand, comptait dans ses rangs des personnalités prestigieuses du mouvement ouvrier comme K.Liebkecht et R.Luxembourg, et des milliers de militants et sympathisants. La ligue communiste, elle, ne comptait en août 1934 que 113 militants, et elle ne pouvait espérer jouer un rôle comparable à celui de Spartacus – Note du tome 4 des œuvres de Trotsky, page 118-120, nous soulignons]

Plus loin:

"Il est clair que, dans l'état actuel de nos forces et en préservant nos positions actuelles, nous ne parviendrons pas à grandir avec suffisamment de rapidité pour devenir un pôle d'attraction décisif".

Le groupe 'Elido-Valentina' est bien loin du réalisme de Trotsky. Leur caricature de pensée a au moins le mérite de souligner, dans la mesure où elle émane d'anciens militants du Comité, de l'ampleur des difficultés qui se dressaient devant le Comité dans l'accomplissement des objectifs qu'il se fixait, objectifs que dans un texte à destination des militants étudiants, Stéphane Just rappelait encore en 1995 (texte publié dans CPS n°64):

"L'action politique du Comité consiste à défendre l'acquis théorique et politique des quatre premières Internationales. Il le fait en s'engageant dans la lutte de classe du prolétariat, dans les combats de la jeunesse et en y établissant des jalons pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire."

En ce sens, plus que cela pouvait être le cas pour l'OCI, par exemple, c'est de l'assimilation par chaque militant des acquis dont le Comité est porteur, de l'élévation du niveau théorique et politique du groupe - à commencer par sa direction - dont dépendait - et dépend - sa capacité à se frayer un chemin vers des cercles sans cesse plus larges de travailleurs, de jeunes. Sinon ce serait se transformer en autre chose: un regroupement de militants doté de certains réflexes, évoluant empiriquement et promis à être balayé et déchiré aux premiers chocs sérieux de la lutte des classes.

Les conditions objectives du combat pour le parti ouvrier révolutionnaire

A la VI^e Conférence du Comité, découlant du constat de la mort du PCI, du fait donc de l'échec définitif du combat pour reconstruire la IV^e Internationale, Stéphane Just précisait sans équivoque la situation difficile dans laquelle se trouvait le Comité:

"Le Comité est placé devant une situation où : la bureaucratie stalinienne, son appareil international, les PC, les partis social-démocrates et socialistes, les appareils des centrales et organisations syndicales sont en crise ; où des couches de plus en plus importantes du prolétariat, de la jeunesse se détournent de ces partis, de ces appareils et les rejettent. La crise de l'impérialisme se poursuit et s'accroît, celle de la bureaucratie du Kremlin explose. S'il y a dissymétrie entre le mouvement des prolétariats des pays capitalistes dominants et ceux de la partie est de l'Europe et de l'URSS, les rapports entre les classes sont loin d'être stabilisés en faveur de l'impérialisme à l'ouest et la révolution politique affleure à l'est.

Or, pourtant, le prolétariat souffre de l'absence de perspective politique. Il est politiquement désorienté. On peut parler de la grande misère politique du prolétariat et la jeunesse. Il y a décalage, désynchronisme, entre la crise du mouvement ouvrier et sa reconstruction sur un nouvel axe. La faillite de la IV^{ème} Internationale comme organisation se situant et combattant sur le programme de la révolution prolétarienne et sa transformation en nouvel obstacle à la solution de la crise de la direction révolutionnaire jouent à plein. Cette situation pèse et va certainement continuer à peser sur le Comité."

La 7^{ème} conférence (1993) adoptait un amendement précisant quant aux perspectives à venir:

"Tout un développement politique certainement long et complexe sera nécessaire pour que s'engage et, plus encore, aboutisse, la reconstruction du mouvement ouvrier sur l'axe de la révolution prolétarienne mondiale."

Il faut ajouter que les textes utilisés ci-dessus furent écrits avant que le Comité prenne acte de la restauration capitaliste dans l'ex-URSS et de ce qu'elle représentait pour le prolétariat: un profond recul politique, dont les conséquences furent soulignées nettement lors la révolution prolétarienne qui secoua l'Albanie en 1997, lors de laquelle rien ne s'est dégagé, aucune forme d'organisation politique.

D'une manière générale, le recul politique du prolétariat est considérablement aggravé par la campagne déchaînée par les PS et les PC contre le socialisme, contre l'appropriation étatique des moyens de production, pour la "citoyenneté". Le mouvement de reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe est formidablement entravé et retardé, quand bien même la puissance sociale du prolétariat reste une donnée objective fondamentale.

Ce sont ces conditions, brossées à grands traits, qui expliquent fondamentalement que le Comité n'ait pu surmonter cette contradiction fondamentale entre l'armement politique dont il avait hérité et sa propre faiblesse politique (et numérique), situation qui se concentrait dans le décalage existant au sein de sa direction entre Stéphane Just et les autres. Les efforts de Stéphane Just et l'apport de sang neuf dans la jeunesse ne purent la résorber. Et c'est cette contradiction qui a explosé au décès de Stéphane Just.

Le Comité s'en est trouvé décapité, et n'a pu lui survivre. Toutes proportions gardées, la comparaison avec la IV^e Internationale s'impose:

"Il faut revenir sur la continuité de la IV^{ème} Internationale après l'assassinat de Trotsky. Formellement, il y a eu continuité, mais la disparition de Trotsky s'est révélée destructrice d'autant que les circonstances étaient difficiles."

(Une nouvelle perspective, rapport adopté par la IX^e Conférence du Comité, 1997).

Assurer la continuité du Comité après le décès de Stéphane Just: répondre aux problèmes politiques

Il est inutile de se perdre en conjectures quant à savoir si les choses auraient pu se passer autrement après le décès de Stéphane Just. Dès avant son décès, la maladie l'obligeait à suspendre sa participation aux instances de direction du Comité. Aussitôt, le Comité tanguait dangereusement. Des conflits personnels de bas étage faisaient surface, l'atmosphère au sein de la direction s'alourdissait. La raison en est à l'évidence que cette direction n'arrivait que difficilement à s'ordonner, s'homogénéiser sur les questions d'orientation politique, qui auraient alors relégué les autres questions au rang de brouillies.

A la mort de Stéphane Just, il fallait au Comité ne pas se cacher les difficultés et se disposer pour poursuivre le combat qui fut celui de toute la vie militante de Stéphane Just. Cela signifiait prendre la mesure du changement radical intervenu dans les conditions d'existence du Comité, d'une part, d'autre part travailler en conséquence à assurer la continuité dans l'élaboration politique.

En d'autres termes, une situation nécessairement instable s'ouvrait, dans laquelle devait se construire une nouvelle direction, ce qui ne pouvait se faire qu'en appréciant correctement la situation politique et l'orientation que devait y projeter le Comité.

Or, comme on l'a dit, le premier Comité National tenu après le décès de Stéphane Just voyait s'exprimer la volonté d'effacer la place de Stéphane Just dans le Comité, à nier le coup que représentait sa disparition, au travers d'un "rajout" au texte préparatoire concluant sur "le Comité peut et doit se construire"... Le décès de Stéphane Just posait en réalité la question: comment y survivre.

Devant l'indignation suscitée par cet ajout, 'Serre' sera seul à voter pour son maintien. Mais Serge Goudard, Hélène Bertrand, ne se désolidarisent de lui que tactiquement. Aujourd'hui, ils affirment même que le refus de cet "amendement" fut "le point de départ" de "l'offensive". C'est qu'ils étaient d'accord.

Ainsi, sur 7 pages consacrées à la question du Comité dans le texte que leur groupe a adopté lors de sa conférence de novembre 1999, on ne trouve qu'une seule phrase qui mentionne Stéphane Just.

Ajoutons que le groupe Bertrand/Goudard n'a jamais publié de texte public rendant hommage à Stéphane Just, ce que fit au contraire le Comité (n°73-74 de CPS).

Paradoxalement, c'est cette attitude que S.Goudard et H.Bertrand vont appeler: "maintenir la continuité", cela signifiant à leurs yeux nier que tout changement qualitatif soit intervenu au sein du Comité.

La "continuité" selon Hélène Bertrand et Serge Goudard

Une lettre du groupe d'H.Bertrand et S.Goudard, datée du 8 janvier 2000, s'annonçant comme *"une invitation à ouvrir la discussion"*, quoiqu'on ne distingue ni avec qui ni sur quoi, éclaire rétrospectivement cette question.

Elle lance en effet l'affirmation grotesque que *"la ligne de fracture de 1997"* aurait été:

"continuer le combat pour la construction du Comité tel qu'il avait été mené du vivant de Stéphane ou "marquer la rupture" avec ce combat".

Grotesque, car cette missive s'appuie sur une lettre de 'Sophie' de septembre 1997, pour reprocher à celle-ci d'avoir écrit que la continuité du Comité était *"souhaitable"*, ce qui signifierait *"nullement nécessaire"*, affirme, pince-sans-rire, ce courrier.

Mais 'Sophie' répondait déjà à cette argutie de jésuite dans des termes corrects lors de la préparation de la X^e Conférence de 1997 (contribution datée du 22/10/1997):

"Le camarade Neuviat affirme que la continuité du Comité est nécessaire et indispensable. C'est vrai. Mais il y a la coquille et ce que l'on met dans la coquille, ce qui n'est pas toujours identique. Je maintiens donc qu'il serait souhaitable que CPS et le Comité continuent à vivre sur une orientation politique correcte, ce qui aujourd'hui n'est absolument pas garanti".

'Sophie' posait alors le problème de la seule façon possible, consciente qu'elle était de la fragilité du Comité après le décès de Stéphane Just:

"un comité éclaté ne représente plus rien sauf à satisfaire ceux qui rêvent de sa disparition" (ibid. - nous soulignons).

Effectivement, tout dépendait de la capacité du Comité à s'orienter correctement dans la situation politique, sinon il ne s'agit plus que d'une incantation de croyants que de parler de "continuité".

Il est donc révélateur que le courrier du groupe de Hélène Bertrand et Serge Goudard daté du 8 janvier 2000 ne dise pas un mot des divergences politiques existant entre ceux qui se réclament, à juste titre ou frauduleusement, du combat du Comité.

Le *"cadre de la discussion"* proposé par ce courrier devient ... le refus de changer la numérotation de CPS, de changer de nom. Il n'exclut en effet de la discussion que *"ceux qui rêvent de nouvelles séries et de nouveaux sigles"*.

Or, des divergences tout à fait sérieuses ont existé sur une question majeure qui est celle de la caractérisation de l'intervention impérialiste contre la RFY et les peuples des Balkans, ce texte y reviendra. Plusieurs textes publics y ont été consacrés. Dans ce courrier, pas un mot.

Serait-il donc possible "d'assurer la continuité" quelle que soit l'orientation défendue face à une guerre impérialiste? Poser la question, c'est y répondre. Pas plus qu'il ne l'était après le décès de Stéphane sans qu'une direction politique ne se construise, ne s'arme et arme l'organisation dans l'appréciation correcte du fil des événements et des tâches:

"qu'est-ce que le parti? En quoi réside sa cohésion? Cette cohésion réside dans une compréhension commune des événements et des tâches, et cette compréhension commune - c'est cela, le programme du parti" (Léon Trotsky).

En supposant cette direction déjà construite, niant les problèmes posés par la disparition de Stéphane Just, S.Goudard et H.Bertrand faisaient déjà obstacle à ce nécessaire réarmement politique.

Or, en mai et juin 1997, le résultat des élections législatives ouvrait une nouvelle étape politique en France. Bien que les partis bourgeois aient rassemblé au second tour 52% des exprimés, autant que Chirac au second tour des présidentielles de 1995, leur crise - cristallisée par la place du FN - et dans le même temps un vote PS plus important que prévu, aboutissaient à une défaite de Chirac, à l'élection d'une majorité relative de députés PS et PCF à l'Assemblée nationale.

Un gouvernement de coalition entre PS, PCF, et MDC, Verts, PRG se formait, préservant Chirac et la V^e République. Comme toujours en pareil cas, quand les partis ouvriers dégénérés sont au pouvoir, leurs liens avec les appareils syndicaux jouent à fond, ceux-ci doivent s'engager totalement pour défendre les gouvernements ainsi constitués et la pression de tous appareils sur les trotskystes s'accroît considérablement. Là est la racine des divergences qui vont surgir, progressivement au sein du Comité.

Des divergences politiques sérieuses: l'appréciation de la nouvelle situation

Il est révélateur que le premier à avoir décelé d'importantes divergences politiques soit Stéphane Just lui-même. A l'occasion de la sortie du n°68 de CPS, il avait commencé, malgré son état de santé catastrophique, à engager un combat contre l'orientation qu'il contenait, sur deux points décisifs: l'analyse de la situation politique et la manière de répondre à la question du pouvoir.

En effet, l'éditorial du n°68 peignait la situation politique en rouge, fixant comme tâche de l'heure:

"il faut [les verbes sont au présent - Ndrlr] s'adresser aux organisations syndicales (CGT, FO, FSU, SE-FEN) au PS, au PCF, afin que, pour lutter contre le chômage, pour le droit au travail, elles convoquent et organisent une conférence nationale ouvrière. Le rôle d'une telle conférence serait d'évaluer les besoins et de commencer à

élaborer un tel plan répondant aux besoins des masses et appliqué sous contrôle ouvrier. Cette conférence de délégués ouvriers élus par des assemblées générales d'usines, de bureaux, d'écoles ... réunis avec les responsables syndicaux et politiques dresserait le bilan des besoins et des ressources, poserait nécessairement la question du pouvoir ouvrier, de l'expropriation du capital, du contrôle ouvrier et apporterait les réponses politiques pour s'engager dans cette voie".

Comment dire plus nettement que, pour l'éditorialiste, la situation est à ce point favorable au prolétariat que celui-ci serait en mesure d'imposer la convocation d'un parlement ouvrier engageant immédiatement la construction du socialisme? A relire ces lignes, on pourrait penser que leur rédactrice a été atteinte de folie. Mais il n'en est rien.

Dans le numéro 69 de CPS, l'opposition de Stéphane Just fait que la "conférence nationale ouvrière" ne passe pas

l'été. Mais l'éditorial, encore rédigé par Hélène Bertrand, est cependant de la même eau. Il suffit de constater qu'il déborde de mots d'ordres déclamatoires lancés en tous sens (47 sur 8 pages!).

Combien révélatrices sont aussi les modifications apportées aux articles rédigés par d'autres membres du CN: celui sur Renault-Vilvorde se voit amputé de la caractérisation de la liquidation de l'usine comme une "défaite". Celui sur la grève des chauffeurs d'UPS se voit gratifié de la conclusion déjà citée: elle " *clôt véritablement la période ouverte par la défaite des aiguilleurs du ciel*" (de 1981). Aucun nuage ne doit gâcher le tableau enflammé que brosse l'éditorial de CPS, fut-il en provenance des USA! Rappelons que l'année 1997 s'illustre notamment par le nombre extrêmement bas du nombre de journées de grève.

Face au gouvernement de la "gauche plurielle"

Cette analyse de la situation, en elle-même, ne remettait pas en cause le cadre politique et organisationnel du Comité. Mais, avec le recul, il est désormais clair qu'elle était sous-tendue par autre chose qu'une erreur impressionniste (autre point commun des CPS 68 et 69: l'absence de toute caractérisation précise de la situation ouverte par les législatives, la non-publication des résultats chiffrés et comparés aux élections antérieures).

Elle n'était que le reflet de la pression des appareils sur le Comité, et évidemment par le biais de la position la plus importante détenue par le Comité: celle à la direction de la FSU, qu'occupait Serge Goudard. Et cette pression convergeait vers un point central: protéger le gouvernement de "la gauche plurielle".

Aussi n'est-ce pas un hasard que ce soit la *lettre de liaison* qui soit allée le plus loin. Son n°24, de juin 1997, présentait la plate-forme d'appel à candidatures dans la FSU ainsi:

"Porté au pouvoir par un vote qui signifie: "A bas Chirac! Assez des réformes réactionnaires qui s'accumulent depuis des années! assez d'une politique de destruction des acquis, de démantèlement de l'école publique!", le nouveau gouvernement ne peut pas ne pas en tenir compte. Mais tout laisse à penser qu'il est prêt à tous les "compromis" possibles et à reprendre à son compte, dans la "continuité de l'Etat", nombre des mesures du gouvernement précédent."

Il s'agit là d'une orientation sans équivoque bien connue: le gouvernement est "à la croisée des chemins", il faut faire pression sur lui pour l'empêcher de passer des "compromis" avec la bourgeoisie. Comment enfermer plus franchement les travailleurs dans le carcan du gouvernement de la "gauche plurielle"? Ce que le texte dit: c'est que c'est ce gouvernement, cette coalition avec la bourgeoisie, qui devra satisfaire les revendications, et que d'ores et déjà: "il ne peut pas ne pas en tenir compte". Dans CPS 68, dès la première page de l'éditorial est relancée la ligne de pression sur la "gauche plurielle" de la *Lettre de liaison* de juin, ligne contradictoire d'ailleurs avec d'autres parties de l'éditorial. On lit en effet à propos de Chirac:

"ses adversaires de la coalition PS-PCF-MDC-PRS-Verts, loin de faire leurs les mots d'ordres ci-dessus, se précipitent à son secours".

Les "mots d'ordres ci-dessus" sont:

"A bas Chirac! A bas la V° république et ses institutions! Pour un gouvernement du PS et du PCF sans ministre membre de partis bourgeois!"

Qu'est-ce que cela signifie? Que les Verts et les autres formations bourgeoises de la "gauche plurielle" doivent "faire leurs les mots d'ordre ci-dessus", qu'il faut exiger de la "gauche plurielle" qu'elle en finisse avec Chirac et la V° République, alors que précisément, sa nature même est de faire l'exact contraire.

Et le texte de présentation de la *lettre de liaison* poursuit: "c'est cette orientation qu'illustre l'appel à candidatures qu'on trouvera au verso, pour les élections au CDFN de la FSU". Et effectivement, dans cet appel, rédigé par Serge Goudard, il n'est question du "gouvernement Jospin" qu'une fois, dans un passage qui avance le mot d'ordre de "boycott de la conférence sur l'emploi".

Courant octobre 97 paraissait une tribune du courant "FU" dans laquelle S.Goudard avançait comme mot d'ordre central: "Rompez avec Allègre". Elle s'opposait par ce biais à l'exigence de la rupture avec le gouvernement (qualifié le temps de cette tribune de "gouvernement Jospin-Allègre", ce qui escamote la présence de représentants d'organisations bourgeoises -PRG, MDC, "Verts"- en son sein).

C'était "renouer" avec les formulations des lambertistes au moment du premier gouvernement "d'union de la gauche": "Dehors Savary, homme de droite, du gouvernement!" qui n'avaient alors déjà pour objectif que ne pas remettre en question le gouvernement lui-même, mais de faire pression sur lui. Rappelons ici ce qu'écrivait Stéphane Just dans sa contribution au 28° congrès du PCI datée du 17/01/1984:

"Ils (les auteurs de cette formule) veulent éviter de situer les responsabilités de ce gouvernement dans son ensemble. Alors, ils affirment que Savary est un "homme de droite", c'est à dire un corps étranger dans le gouvernement de la "gauche".

La question du pouvoir ...

En lien avec les divergences sur l'appréciation de la situation résultant des élections législatives de 1997, la préparation de la X^e conférence verra apparaître des désaccords sur la façon de formuler la question du gouvernement et d'utiliser l'existence de la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale. En particulier, la X^e conférence adoptera l'amendement suivant:

" Il faut encore préciser: il ne s'agit pas d'en appeler à la "souveraineté" des députés PS et PCF. Les masses savent bien combien c'est "souverainement" que les députés PS et PCF soutiennent la politique anti-ouvrière du gouvernement.

De plus, tant le fait que le gouvernement émane de l'Assemblée nationale que le fait que la majorité PS-PCF y est relative interdit d'utiliser le mot d'ordre démocratique d'Assemblée nationale souveraine. Dans la situation actuelle, il n'y a pas équivalence entre la souveraineté de l'Assemblée nationale et le gouvernement des seuls PS et PCF."

Mais ce qui cristallisera une partie des désaccords est que la X^e Conférence rejettera également l'emploi dans la nouvelle situation politique du mot d'ordre de *"manifestation à un million et plus à l'Assemblée pour imposer aux députés PS et PCF qu'ils constituent un gouvernement sans représentants de partis bourgeois"*, compte-tenu de la situation politique. Contre cette position, certains militants minoritaires iront jusqu'à affirmer ('Amadys'):

"abandonner le mot d'ordre de manifestation en masse à l'Assemblée en direction de la majorité PS-PCF pour

qu'elle forme un autre gouvernement, c'est remettre en cause la tradition, le fondement même du Comité"

Trois ans après, le désaccord a été réglé, si l'on veut, par le simple constat que le groupe d'Hélène Bertrand n'utilise plus lui-même depuis longtemps ce mot d'ordre dans ses propres publications, en particulier dans les conclusions de ses éditoriaux. La défense de ce mot d'ordre, à contretemps de la situation politique, n'aura été qu'un effet de style pour regrouper des partisans lors de la X^e Conférence.

Autre désaccord sur la question gouvernementale, la "une" de CPS glissait en assortissant le mot d'ordre de gouvernement PS-PCF de la condition *"pour un plan de défense de la classe ouvrière et de la jeunesse"*.

Stéphane Just condamnera cette formulation qui pouvait donner à penser que la condition du gouvernement PS-PCF serait de réaliser un "plan de défense" (formulation au demeurant caoutchouteuse largement répandue dans les rangs de "l'extrême-gauche", et avancée en dehors de toute mobilisation des masses qui l'aurait posée). Or, nous sommes inconditionnellement pour un gouvernement PS-PCF sans représentants des partis bourgeois.

L'intervention de Stéphane Just fera, là encore, que cette formulation disparaîtra précipitamment (on mesure là encore le poids d'un Stéphane Just, même particulièrement affaibli, sur la direction du Comité).

... et les mots d'ordre du Comité

Un dernier désaccord opposant violemment Stéphane Just à Serge Goudard au mois de juin 1997 doit être mentionné, car il s'agit du troisième point qui cristallisera les désaccords politiques lors de la conférence et depuis. A l'occasion de l'annonce de la fermeture de Renault-Vilvorde, le Comité publie une déclaration, puis une seconde quand les travailleurs de Vilvorde rejetteront le projet d'accord entériné par les bureaucraties syndicales du groupe. Serge Goudard va batailler pour qu'y soit inclus le mot d'ordre de *"manifestation à l'Assemblée nationale"*. Cela donnera lieu à une altercation violente entre lui et Stéphane Just. Seule l'opposition catégorique de ce dernier fera que la question de la manifestation à l'Assemblée ne figure pas dans ces tracts. Précisons qu'alors, l'Assemblée ne siégeait même pas... ce qui rend d'autant plus absurde la position de Serge Goudard.

En fait, cette question allait devenir récurrente, dès la rentrée: Serge Goudard et Hélène Bertrand vont faire de la manifestation à l'Assemblée nationale la réponse à toutes les situations, sous prétexte d'ouvrir une perspective politique. Mais cette façon de procéder est fondamentalement erronée.

Une chose est de savoir si, comme perspective d'ensemble, dans la situation donnée, il faut poser la question du gouvernement par le biais d'une manifestation à un million

et plus à l'Assemblée nationale pour imposer aux députés PS et PCF qu'ils rompent avec le gouvernement de la "gauche plurielle", investissent un gouvernement sans représentants de formations bourgeoises, chassant Chirac. Autre chose est d'ouvrir une issue saisissable aux travailleurs de telle ou telle corporation pour la satisfaction de leurs revendications ce qui ne peut se faire en plaquant des schémas tout faits.

C'est dans la définition de l'intervention à France Télécom, face au projet de privatisation du gouvernement, que les désaccords vont se nouer une première fois.

Sous l'impulsion de S.Goudard et H.Bertrand, à Marseille, les militants du Comité font signer un appel qui dévoie l'exigence du retrait du plan de privatisation, en y ajoutant celle de l'abrogation de la loi Quilès de 1990 (loi divisant la Poste et France Telecom en deux entités différentes).

De plus, ce texte exige des dirigeants syndicaux que sur cette base, ils organisent la grève générale et dans le même temps qu'ils appellent à une manifestation en direction de la majorité PS-PCF à l'Assemblée. Ceci sans expliciter en quelle façon les députés pouvaient concrètement intervenir sur cette question. La précision aurait été nécessaire, "l'ouverture du capital" de France Telecom ne passant pas devant ceux-ci.

Des désaccords toujours présents

Il s'agit là de désaccords qu'on retrouvera de manière récurrente. Sans aucun doute, c'est la question de la loi Aubry qui concentre cette manière qu'a le groupe de H.Bertrand de dévoyer les revendications. Ce groupe tend à faire de l'adoption du mot d'ordre de "retrait (abrogation) de la loi Aubry" un préalable au combat dirigé contre les accords d'ARTT au niveau des branches et des grandes entreprises. C'est ainsi s'opposer, sous couvert d'un radicalisme formel, au mouvement réel de la classe ouvrière en défense de ses acquis. Prétendre faire porter la responsabilité de l'abrogation de la loi Aubry à tel ou tel secteur particulier du prolétariat est une orientation qui freine l'entrée en mouvement des travailleurs de ces secteurs.

Ajoutons que le groupe de Bertrand et Goudard s'est aussi opposé au mot d'ordre de manifestation à l'Assemblée nationale pour exiger des députés PS et PCF le retrait de la première loi Aubry, lors du vote de celle-ci en 1998.

On doit néanmoins relever, maintenant qu'il est question d'appliquer la loi Aubry dans la fonction publique, que dans ce secteur, le groupe de H.Bertrand et S.Goudard chante une autre chanson: fi du préalable de l'abrogation de la loi Aubry, ce groupe se situe sur la ligne d'exiger l'abrogation du décret Sapin d'ARTT dans la fonction publique et du boycott par les directions syndicales de toute négociation visant à le mettre en œuvre – orientation sur cette question qui est correcte, et qui est celle que le Comité, et pas le groupe d'H.Bertrand, a définie d'une manière générale.

Dans l'enseignement, lors des grèves de février- mars 2000, le groupe Bertrand/Goudard mettra de la même manière en avant le mot d'ordre "retrait de toutes les réformes" tout à fait confusionniste. Sous couvert de "radicalisme", et d'autant plus que ce groupe parlait des "réformes Allègre", il concourait au travail des appareils pour noyer et dévoyer les revendications précises des enseignants, travail des appareils qui a permis à l'opération politique du remaniement gouvernemental de fonctionner pleinement.

Le "pacte national"

A l'automne 1997, c'est la tenue de la conférence nationale "pour l'emploi" du gouvernement, le 10 octobre, associant patronat et confédérations syndicales pour lancer la première loi Aubry dite "des 35 heures", qui va permettre de mesurer où menait cette manière idéologique de lancer des mots d'ordres.

Serge Goudard et Hélène Bertrand proposaient de centrer l'activité du Comité sur la dénonciation du "pacte national" qui y aurait été conclu, s'opposant par ce biais à ce que le Comité avance l'exigence du retrait du projet de loi, de la rupture de toute concertation avec le gouvernement. Dans l'enseignement, le "pacte national" permettra de faire diversion au moment du vote du budget de l'Education nationale, de passer sous silence la question du budget.

Après, cette notion de "pacte national" n'existant que dans la tête de ses promoteurs (et dans celle des responsables - Hébert père et fils - de l'UD FO de Loire-Atlantique) sera vite abandonnée, ayant rempli sa fonction principale.

Incontestablement, l'invention (avant disparition ultérieure) d'un "pacte national" et l'exigence de sa dénonciation comme axe principal du Comité désarmait totalement l'organisation. Cette orientation fut minoritaire lors d'une réunion du Comité National: la semaine d'après, profitant de l'absence excusée d'un des membres de la direction, elle devenait majoritaire lors d'un nouveau vote, sans qu'aucun élément nouveau ne le justifie. Cet épisode atteste que la direction de l'organisation ne fonctionnait quasiment plus comme telle, comme un organe de travail vivant, uni sur un même but, même avec des contradictions.

X^e Conférence: malgré des conditions de discussion tourmentées...

La direction va être incapable d'organiser de manière ordonnée la préparation de la conférence. Elle ne contrôle pas le contenu du Bulletin Intérieur qui est pourtant sensé être publié sous sa direction, et qui est devenu pléthorique. Mais la première source de confusion politique est le texte adopté comme base de discussion, par le CN le 30 août 97, qui ne permet de répondre à aucun des problèmes posés, à tel point qu'il est lui-même presque absent des contributions au bulletin intérieur.

Dans le même temps, c'est une autre marque de faiblesse de la discussion qu'elle ne puisse progresser sérieusement sur les questions saisissables par tous: l'orientation à développer à France-Telecom, dans l'enseignement, la question du pacte national.

Mais sur la base de cette faiblesse, une ombre de taille est jetée sur la discussion politique. Il s'agit d'une lettre d'un ancien militant du PCI, Richard Farnetti, ayant quitté ce parti, écrite en 1986 à Stéphane Just pour l'informer de plusieurs faits (vérifiés par ailleurs) sur l'organisation par

Lambert de son exclusion, et qui inclut l'affirmation selon laquelle Serge Goudard serait l'agent du PT de P.Lambert dans le Comité. Nous reproduisons ci-dessous des extraits de cette lettre (nous en avons averti Richard Farnetti qui n'a pas émis d'objection).

"On a bien voulu me donner des détails, mais "sous réserve de ne rien dire et surtout pas à Stéphane Just". (...) Ces informations, je te les livre telles que je les ai reçues moi-même, c'est-à-dire sans garantie 100% d'authenticité. Je prends cette précaution car ce qui suit est tellement peu digne du mouvement ouvrier et de ses traditions, qu'il devient nécessaire de garder un garde-fous contre cet imbroglio politique.

Depuis 1982 Lambert avait organisé un bureau politique parallèle où toutes les décisions importantes étaient prises!! Aussi incroyable que cela puisse paraître toutes les réunions se faisaient en double. Mais comme cela ne suffisait pas, il a fait poser des micros dans ton bureau, évidemment par Lionel. On se croirait dans un mauvais

roman d'espionnage mais il se trouve que je connais celui qui a acheté le matériel.

(...)

A partir de 82/83, il fallait l'éliminer: une provocation a donc été montée de toutes pièces par Lionel. C'est ainsi que Lambert a créé de toutes pièces l'affaire Mélusine [Serge Goudard - Ndlr] , EN ACCORD AVEC MELUSINE qui n'est autre que l'informateur de Lambert dans ton groupe. On suspecte moins une victime: diaboliquement stalinien! "

Après le décès de Stéphane Just, Sophie a remis ou simplement fait connaître cette lettre à certains militants (parmi eux 'Elido', 'Domange', 'Picaret', 'Massino'). Elle les informait alors que suite à une altercation violente avec Goudard en juin 1997, Stéphane Just lui avait demandé de la reproduire en vue de la diffuser à tous les membres de la direction. Elle leur indiquait qu'elle avait convaincu S. Just de différer cette diffusion (à noter que Stéphane a rencontré à sa demande plusieurs militants en juillet 1997, pour leur faire part de ses divergences avec Mélusine et Lombard et de sa décision, une fois un peu remis, de reprendre en main le contrôle de CPS ; mais il n'a pas alors abordé avec eux cette question).

Cette lettre va ainsi circuler dans un cercle « d'avertis » dans les pires conditions, empoisonnant l'atmosphère.

...une majorité se dégage sur une orientation politique

Néanmoins, la progression de la discussion amène à la publication par un membre du CN de trois amendements conséquents au texte. Le premier porte sur l'analyse de la situation politique, le second sur le front national, le troisième sur l'orientation politique à développer. Ils sont la résultante de toute la discussion politique qui traversait le Comité.

Les deux amendements essentiels seront adoptés par la conférence, et le texte les intégrant sera majoritaire (53% des voix). Le texte adopté par la XI^e Conférence du Comité revient largement sur ceux-ci, aussi peut-on se permettre ici d'affirmer dans le cadre de ce texte que leur validité a été vérifiée par la marche des événements.

A vrai dire, aucune critique sérieuse ne sera jamais fournie par les adversaires de ces amendements. Sur l'appréciation de la situation, ils se contenteront d'affirmer que la position majoritaire est que "ça bouge pas" (sic!) [dans le texte dit "d'appel à tendance" paru en janvier 1998]. Une telle caricature facilite effectivement la critique.

En matière d'orientation politique, ils affirmeront mensongèrement qu'il s'agirait pour la majorité de ne pas utiliser l'existence de la majorité de députés PS PCF pour poser la question du pouvoir.

Il suffit de rappeler que l'un des amendements adoptés par la X^e Conférence indiquait:

«L'existence de la majorité PS-PCF doit nous servir de point d'appui pour formuler la question du gouvernement de manière immédiatement saisissable. Elle permet de saisir les occasions propices pour en appeler à la mobilisation des masses pour qu'elles imposent aux dirigeants syndicaux qu'ils appellent à aller exiger des députés du PS et du PCF qu'ils satisfassent la ou les revendications mises en avant dans une situation donnée.

(...)

Certains gardèrent sur la question le silence; d'autres, en particulier 'Elido' et 'Valentina' n'hésitèrent pas à en organiser la diffusion sélective, faisant le « tri » par avance entre les « trotskystes » et les « révisionnistes », afin de constituer « la fraction » ('Valentina' soutenant par ailleurs qu'il ne fallait pas faire état à toute l'organisation de ce document).

Que Lambert ait conservé des agents plus ou moins directs dans le Comité durant toutes ces années est vraisemblable. Par ses provocations permanentes, sa position de pointe quant il s'est agi de dresser les militants les uns contre les autres lors de cette X^e conférence, Serge Goudard a démontré sa détermination froide à aller à la scission/destruction du Comité. Cela n'en fait pas forcément un agent, mais cela a donné du crédit à cette lettre. D'autant plus que « l'affaire Mélusine » a été au centre des provocations au sein du PCI en 1984 afin d'éliminer Stéphane Just par tous les moyens et d'interdire toute véritable discussion politique sur l'orientation.

La circulation partielle de cette lettre a sans aucun doute, sur la base des conditions politiques déjà abordées, été un élément majeur de confusion politique dans la préparation de la X^e conférence.

A l'étape actuelle, l'existence de la majorité PS-PCF est un point d'appui pour poser la question du pouvoir en ce sens qu'elle permet de poser sur chaque question de manière immédiate et concrète la question du pouvoir par exemple de cette manière:

"Gouvernement PS-PCF rompant avec le Capital, ses hommes ses partis, responsable devant la majorité PS-PCF et appuyé sur elle. A bas Chirac! A bas la V^e République! "

Une simple lecture des textes adoptés eût donc dû dissiper ce fantasme. Ce ne fut pas le cas, ce qui indique l'état général d'affaiblissement politique du Comité.

Ajoutons qu'il est maintenant clair que ceux qui allaient ultérieurement impulser le groupe Elido/Valentina, ne votèrent cet amendement que par pure manœuvre. Aujourd'hui la publication dirigée par Pierre Salvaing, au compte du groupe dirigées par Valentina/Elido rejettent tout mot d'ordre à l'adresse des députés du PS et du PCF qui constituent au compte de leur parti respectif une majorité à l'Assemblée nationale

Lors de la X^e Conférence, une majorité s'est donc dégageée sur l'appréciation de la situation et les tâches qui en découlaient. Même dans les conditions de confusion politique et dans l'atmosphère tendue qui avaient régné, même une figure importante des minoritaires, 'Lantier', admettait en bulletin intérieur (texte du 12/11/1997) que,

"et nous devons tenir cela pour un acquis, la X^e conférence s'est, pour l'essentiel, tenue dans un cadre politique ordonné. Un certain nombre de points ont commencé à être éclaircis, des divergences mises en évidence."

Contre cet acquis, contre la poursuite de la discussion politique, en particulier sur la base de la parution de CPS sur l'orientation adoptée par la conférence, Serge Goudard et Hélène Bertrand allaient impulser la scission du Comité.

Serge Goudard et Hélène Bertrand constituent leur groupe ...

Dès le 18 novembre 1997, la cellule RATP était cassée: 'Vilard' appelle ses partisans à la quitter : *"on ne discute pas"* (sic!) (cf. annexe).

Au sein du Comité national, la paralysie menace (les militants en sont informés par une déclaration du CN en date du 6 décembre 97). La sortie de CPS n°70 est menacée par des retards sous divers prétextes.

En particulier, contre le vote souverain de la conférence, de convoquer une nouvelle conférence en juin, des motions de cellule influencées par S.Goudard et H.Bertrand demandent une conférence extraordinaire (ce qui est leur droit) en prétendant fixer une autre date pour celle-ci, à Pâques. C'est à l'évidence une manœuvre pour interdire la discussion.

Le 22 novembre, le CN décide de changer le directeur de publication de CPS, pour confier cette responsabilité à un camarade représentant la majorité issue de la conférence. H.Bertrand soumet alors la proposition suivante: qu'elle reste directrice de publication en titre, mais que le camarade désigné par le CN fasse le travail effectif de centralisation politique des articles !

Voilà le vrai visage du "combat pour la continuité" comme le conçoivent Serge Goudard et Hélène Bertrand: exiger une sorte de droit d'aînesse, un statut au-dessus de toute l'organisation et en particulier du reste de la direction, et considérer toute atteinte à leurs prérogatives comme des atteintes à "la continuité", arguant des responsabilités importantes que ces deux militants exerçaient dans le Comité du vivant de Stéphane Just.

C'est en ce nom que Hélène Bertrand s'appropriera le titre auprès de l'INPI, deux jours après la décision du Comité national de changer le directeur de publication. D'un point de vue politique, S.Goudard et H.Bertrand affirmaient qu'il existait une autre légitimité que celle de l'organisation: la leur. Seul le directeur désigné par le CN aurait pu procéder à ce dépôt, et encore n'aurait-ce été que provisoire, car c'était à tout le Comité National de contrôler le titre.

En réalité, d'un point de vue pratique, le dépôt à l'INPI relevait du pur amateurisme, concernant un titre comme CPS. C'est sur le plan politique que cet acte était criminel. Pour caractériser cette décision, on peut parfaitement utiliser ce qu'en disait alors le responsable du Comité à Clermont, 'Neuvial', d'autant que celui-ci n'est point suspect d'hostilité à l'égard d'H.Bertrand: il milite en effet aujourd'hui sous son autorité politique. Voici pourtant ce qu'il écrivait le 16/02/1998 dans un texte intitulé *"En défense du Comité, contre la scission, pour la conférence de réunification"* (qui aura finalement servi d'alibi pour rejoindre le groupe Bertrand/Goudard).

Sous le titre *"La prise de possession de CPS: décision de scission du Comité"* (...), on lit:

"la décision d'H.Bertrand, dont S.Goudard ne pouvait pas ignorer les conséquences, signifiait une chose: le Comité, c'est terminé. Il s'agit de préparer la scission. Lorsqu'H.Bertrand et S.Goudard parlent à ce propos de "banale décision administrative", ils n'en croient pas un mot eux-mêmes, mais ils tentent, ce qui pose un problème d'une autre ampleur - d'abuser les militants. Toutes les autres décisions de H.Bertrand S.Goudard Jean relèvent de cette logique."

... un groupe liquidateur du Comité

Le texte de 'Neuvial' se poursuivait, à juste titre:

"la scission du Comité ce n'est pas la division en deux du Comité, c'est sa destruction".

Evidemment, ceux qui pensaient autrement ne pouvaient qu'être en faveur de la scission: quelle importance si le Comité en était préservé, et même épuré ?

Début 1998, S.Goudard et H.Bertrand emportaient donc un peu moins de la moitié des militants du Comité, d'importantes positions surtout dans l'enseignement, mais aussi aux impôts. Ils ont été en situation de pouvoir publiquement prétendre être *"le Comité pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire"*, d'éditer un pirate de *"Combattre pour le Socialisme"*.

Cette possibilité de coexistence pendant des mois du Comité et du groupe de S.Goudard, de CPS et du pirate édité par H.Bertrand, traduit manifestement une situation de dislocation du Comité.

Fondamentalement, une insuffisante clarté de la direction dans son appréciation de la situation politique et des tâches du Comité est à l'origine de cette situation. C'était parfaitement inévitable au lendemain du décès de Stéphane.

Un processus devait s'engager - et la discussion politique sur l'appréciation l'avait engagé - de construction d'une direction, s'appuyant sur les matériaux - y compris humains - légués par Stéphane Just. Ce n'est faire injure à personne que de constater que ce travail n'était pas suffisamment avancé, et que c'est cela plus que tout qui a facilité la tâche de H.Bertrand et S.Goudard.

Ceux-ci se sont précipités de casser le Comité afin d'empêcher que le développement de ce processus ne rende leur opération impossible, après qu'ils aient subi une défaite lors de la X^e Conférence.

Sans aucun doute des progrès ont été accomplis depuis: la capacité à prendre en charge CPS - le sortir sur une orientation correcte - l'atteste.

Quant à la possibilité pour Hélène Bertrand et Serge Goudard de réussir leur opération, elle fut donnée, en l'absence d'une direction suffisamment affirmée et disposant en conséquence d'une autorité politique permettant de faire barrage aux tendances centrifuges, par la faiblesse politique générale du Comité.

Une orientation foncièrement opportuniste

Le Congrès de la FSU de décembre 1997 va donner une première illustration de l'orientation que développent Hélène Bertrand et ses proches compagnons. Dès l'abord, une évidence s'impose: Serge Goudard a fait publier les interventions au congrès de la FSU dans une "lettre de liaison". Or, ce qui fut publié ne correspond pas à ce qui a été effectivement dit à la tribune (et qui était accessible par Internet). Politiquement, c'est un aveu: il fallait cacher aux militants du Comité qui l'ont suivi les points les plus révélateurs de ces interventions, comme par exemple le fait que la conclusion "politique" de l'intervention de S.Goudard sur la question du gouvernement que publie la Lettre de Liaison ... n'a tout simplement jamais été faite à la tribune!

Relevons encore qu'au lieu de parler de "la direction de la FSU", S.Goudard dit "nous". Ainsi Serge Goudard déclarera-t-il: *"nous avons, de part notre politique, ouvert la voie à Allègre"*, ce que la Lettre de liaison rectifiera: *"la direction de la FSU laissa faire"*. Notons encore: *"nous n'avons pas engagé le combat"*.

Qui est ce "nous"? Serge Goudard est en fait embarqué sur le même bateau que la direction de la FSU.

On a là en effet le fil à plomb de toute l'intervention de la délégation "FU" (triée sur le volet de sorte à en exclure les militants de la majorité) au congrès.

D'où la présentation de multiples amendements aux textes de la direction, textes inamendables, appel à la direction de la FSU à être *"cohérente avec elle-même"* en demandant *"l'abrogation du système"* des emplois-jeunes.

A cette occasion, la délégation "FU" votait même un amendement proposé par le SNASUB réclamant *"l'arrêt du recrutement"*, ce qui évidemment n'a rien à voir avec la revendication d'abroger la loi créant les emplois-jeunes.

Autre manifestation d'opportunisme: la motion demandant le retrait du projet de loi Chevènement prétend le faire *"conformément aux positions antérieures"* de la FSU sur les lois Pasqua-Debré. Or, les dites *"positions antérieures"* n'ont été rien d'autre que le refus d'engager le combat pour l'abrogation de ces lois, en particulier quand la loi Debré a été présentée au parlement en février 1997.

Alors que le projet de loi Chevènement devait passer au parlement quelques jours après le congrès de la FSU, son texte n'indiquait pas la voie pour que le retrait de ce projet soit réalisé: que la direction de la FSU appelle à une manifestation nationale à l'Assemblée pour exiger des députés PS et PCF le retrait de ce projet, qu'elle combatte pour le front unique des organisations syndicales sur ce mot d'ordre.

Il faut ici ajouter que S.Goudard avait, à l'insu du Comité national, investi des militants du Comité dans un travail au sein de la tendance syndicale de la LCR dans l'UNEF-ID (à Dijon), ou dans le PS (à Lyon). Dans ce dernier cas, il faut rappeler que le Comité avait décidé d'investir au PS des militants qui n'avaient aucune possibilité d'intervention (retraités, "cadres"). Or, à Lyon, un militant investi dans le PS, Amadys, s'est avéré être commissaire paritaire académique (délégué du personnel) de son syndicat, position qui ne s'obtient pas quand on ne peut militer, bien évidemment. Dans le même temps, ce même militant ne figurait pas en 1997 sur la liste "Front Unique" dans la FSU. Ce militant a donc été utilisé par S.Goudard, dans le dos de l'organisation, aux fins de manœuvres dans l'appareil du SNASUB. Ajoutons enfin que 'Neuvial' avait proposé en 1997 d'investir un militant étudiant dans la "gauche socialiste".

Un pas de plus: la rentrée 1998, le mouvement lycéen

Dès la rentrée de septembre 1998, les enseignants étaient confrontés à la baisse des salaires décrétée le 30 juillet 1998 par le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voinet-Zuccarelli, *via* la baisse de la rémunération des heures supplémentaires. Il relevait de l'évidence pour des militants trotskystes qu'il fallait combattre sur la ligne d'imposer aux dirigeants de la principale fédération de l'enseignement public qu'ils exigent le paiement intégral des HSA, l'abrogation du décret du 30 juillet, s'adressent aux autres syndicats pour appeler, sur cette base, les travailleurs de l'enseignement public à la grève générale.

Au contraire, S.Goudard choisira de déposer une motion, au BDFN du 1^{er} septembre 1998, proposant une "bonne plate-forme" pour la "journée d'action" du 18 septembre de la FSU (publiée par la Lettre de Liaison n°34). S'inscrivant totalement dans un cadre de discussion avec l'appareil, cette "plate-forme" revendicative noyait totalement la question de la baisse des salaires. Pratiquement, le groupe de H.Bertrand et S.Goudard ne prendra aucune initiative dans les établissements scolaires sur la question.

Puis, en octobre 1997, 500 000 lycéens manifestaient pour obtenir des postes, des locaux, des meilleures conditions d'études. Le gouvernement tentait de s'appuyer sur leur isolement pour retourner ce mouvement en son contraire: un moyen d'accélérer la contre-réforme des lycées. Le 21 octobre, le budget de l'Education nationale passait à l'Assemblée.

Le Comité combattit donc sur la ligne (se reporter au supplément au n°75 de CPS):

"Le 21 octobre, l'Assemblée nationale commence l'examen du projet de budget 1999 de l'Éducation nationale:

Manifestation nationale et centrale de tous les lycéens

à l'Assemblée pour imposer aux députés du PS et du PCF:

rejet du projet de budget de l'Éducation nationale !

Retrait de la réforme des lycées !

Dirigeants des syndicats enseignants, du SNES majoritaire dans les lycées et collèges:

Vous dites soutenir le mouvement lycéen. Les revendications essentielles des lycéens sont celles des enseignants. Appelez les enseignants à manifester en masse à l'Assemblée le même jour, pour exiger des députés PS et PCF: Rejet du projet de budget 1999 de l'Éducation nationale! Retrait de la réforme des lycées ! "

Pendant ce temps-là, le groupe Bertrand/Goudard publiait plusieurs tracts en direction de la jeunesse sous l'appellation "Révoltes", qui évitèrent systématiquement de mentionner ne serait-ce que la date du vote du budget, refusèrent de poser la question du front unique des organisations syndicales enseignantes, clé de la victoire pour les lycéens. Puis, dans la *Lettre de Liaison* n°38, la plate-forme du CIL (collectif inter-académique lycéen) est publiée sous ce titre: "*Un texte décisif*". Or ce CIL, lancé par PCF et ses JC, la LCR, LO et le PT, n'a jamais été ressenti ni n'a été un comité central de la grève lycéenne, et a au contraire participé à l'émiettement et à la division de ce mouvement. Le texte "décisif" vanté par Serge Goudard et Jean Ribes paraît le 21 octobre, jour même du vote du budget. Pas un mot pour exiger son rejet.

Ce texte du CIL, sa plate-forme constitutive, se prononce pour "*l'aménagement des programmes*" et "*des emplois du temps*", "*une meilleure communication avec l'administration*", et surtout "*une augmentation très nette (de ce) budget de l'éducation nationale*". Elle ne dit pas un mot de la jonction nécessaire avec les enseignants, de leurs organisations syndicales.

En clair, la *Lettre de liaison* de Bertrand/Goudard/Ribes a fait l'apologie d'une initiative restée sous le contrôle des appareils, sous l'influence "décisive" de son principal dirigeant et stratège, Serge Goudard, membre du bureau fédéral de la FSU (on se reportera au supplément au n°75 de CPS pour de plus amples développements).

L'agression impérialiste contre la RFY et tous les peuples des Balkans: un test

L'agression militaire menée par la coalition impérialiste de mars à juin 1999 contre la Yougoslavie (Serbie-Monténégro-Kosovo) a eu valeur de test.

Dans cette guerre, menée par une coalition de puissances impérialistes contre un Etat et des peuples dominés, la seule orientation correcte et conforme aux traditions du comité devait partir de la défense inconditionnelle de la RFY et des peuples des Balkans contre l'agression de l'OTAN, indépendamment du régime de Milosevic. C'est pourquoi le Comité a combattu sur la ligne, et notamment au sein des organisations syndicales:

"Dirigeants des organisations syndicales (CGT, FO, FSU, FEN, UNEF-ID, UNEF), prononcez-vous:

Pour l'arrêt immédiat de l'agression militaire contre la Yougoslavie et les peuples des Balkans;

Contre le plan de Rambouillet qui piétine le droit des peuples à l'autodétermination, à commencer par celui des kosovars;

Pour le retrait immédiat et sans conditions des forces armées impérialistes des Balkans et de l'Adriatique, qu'elles y soient sous couvert de l'OTAN ou de l'ONU, à commencer par les troupes françaises;

Appelez ensemble à une puissante manifestation à l'Assemblée nationale pour imposer ces exigences aux députés du PS et du PCF."

(Tract du 28 mars 1999 publié en tête de CPS n°77)

Face à cette guerre, et sous couvert de mots d'ordre formellement empruntés au Comité, le groupe d'Hélène Bertrand et Serge Goudard a développé une position sans principes face à ce qui fut la première guerre menée sur le sol de l'Europe depuis 1945 par les puissances impérialistes réunies au sein de l'OTAN. Le représentant par excellence de cette attitude fut le membre du groupe Bertrand/Goudard élu au secrétariat national du SNU-IPP. Durant les trois mois qu'aura duré l'agression impérialiste, il n'aura pas un mot public, ni ne soumettra de motion au vote d'une instance nationale, ni même ne publiera un communiqué écrit qu'il eût signé, pour s'en prendre à l'agression impérialiste.

Il a ainsi appliqué jusqu'au bout une orientation dont un bon résumé était donné avec la parution d'un numéro du bulletin de Hélène Bertrand une semaine après l'entrée des troupes de l'OTAN au Kosovo: la guerre qui s'achève est traitée

comme une anecdote dans l'éditorial de ce bulletin, qui y consacre cinq petites lignes, sur huit pages!

On peut résumer, l'attitude de ce groupe face à cette agression impérialiste dans les points suivants (la polémique publique contre eux sur cette question n'est pas pour rien dans l'éclaircissement de leurs positions):

* Ils ont refusé de se positionner inconditionnellement pour la défense de la RFY face à l'agression impérialiste au nom de l'indépendance du Kosovo. Ils reprocheront directement au Comité (dans un texte public du 30 juin 1999 intitulé "*une discussion...*", p.7)

"d'adopter la posture de défenseur de la RFY".

Ils allèrent même, dans un tract daté du 25 mai 1999, jusqu'à mettre en avant le mot d'ordre "*cette guerre n'est pas la nôtre*". Or, comme l'indique notre supplément au n°79 de CPS:

"Quand les soldats de la RFY désertent, et affirment que la guerre que Milosevic leur fait mener au Kosovo depuis 1989, et surtout depuis 1998 n'est pas la leur, il va sans dire qu'un soutien inconditionnel doit leur être apporté, en particulier de la part de ceux qui, comme nous, se sont prononcés pour le respect du droit à l'indépendance du Kosovo. Mais si cette guerre-là n'est pas la leur, par contre, une guerre contre l'armada aérienne qui a détruit leurs foyers, leurs quartiers, leurs routes, les usines, qui a ramené leur pays des dizaines d'années en arrière, une telle guerre est une guerre juste. Mais cette guerre n'avait aucune issue favorable sur le terrain militaire. La seule issue positive était politique, elle dépendait d'abord de l'intervention sur leur propre plan des travailleurs, de la jeunesse des principales puissances impérialistes engagées dans l'offensive militaire.

Or, en se drapant dans le mot d'ordre "cette guerre n'est pas la nôtre", le groupe de Serge Goudard a contribué à nourrir une position abstentionniste dans cette guerre."

* Ensuite: tandis que nous avons centré notre politique contre le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Zuccarelli, le groupe de H.Bertrand et S.Goudard a centré son combat contre Milosevic, il a hurlé avec les loups impérialistes, mettant au centre de sa politique, non pas le combat contre le gouvernement français, mais contre le gouvernement de la RFY, sur la ligne "*A bas Milosevic*" (dès leur *déclaration* du 27 mars 1999, mais discrètement) et (cette fois-ci en titre gras dans leur *déclaration* du 25 mai

1999): "Pour la chute du régime militaro-policié de Milosevic".

Or, quand bien même il eût été faux de défendre la RFY contre l'impérialisme, l'ennemi principal du prolétariat français n'en serait pas moins resté le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Zuccarelli.

* Enfin, en conséquence: aucun combat réel ne sera mené dans les instances syndicales contre l'agression impérialiste et le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Zuccarelli sur la question. Sur ce point, la brochure "Une discussion" se charge elle-même de dresser l'acte d'accusation du groupe d'H.Bertrand.

Ainsi, elle justifie qu'une intervention qui aurait été faite à la direction nationale de la FSU le 7 avril n'ait jamais été publiée ... au nom la priorité que ce groupe donnait à "la bataille menée par le courant front unique dans le SNES" pour y constituer une liste. La conception de l'intervention syndicale selon H.Bertrand et S.Goudard serait donc que la bataille pour regrouper autour d'un courant issu à son point de départ du Comité nécessiterait de taire une intervention faite dans la plus haute instance de la FSU au sujet de la guerre impérialiste?

Autre signe révélateur, d'autant plus criant qu'il s'agit de la jeunesse: l'intervention au congrès de l'UNEF-ID de Lyon d'une militante du groupe de H.Bertrand, qui plus est imprimée et diffusée lors du congrès national qui suivait, est délibérément totalement muette sur la question de la guerre. Pour notre part, nous considérons avec mépris, en particulier parce qu'il s'agit de la jeunesse, ceux qui ont

donné la consigne de ne pas intervenir sur la guerre impérialiste dans les congrès locaux de l'UNEF-ID (et cela vaut pour les anciens militants du Comité de Toulouse, où la direction locale, passée depuis au groupe Elido/Valentina, a failli).

Il n'est pas utile de développer ces questions plus avant, dans la mesure où le supplément au n°79 de CPS, daté du décembre 1999, doit être considéré comme partie intégrante de ce rapport.

Ajoutons-y une confirmation. Le texte adopté par la "XII^e conférence" du groupe liquidateur fin octobre - début novembre 1999 ne produit pas une seule ligne sur la question. Ce qui est d'autant plus remarquable que le même texte prétend polémiquer avec notre orientation, notamment à la RATP. La Yougoslavie? Comme le singe chinois, cette "conférence" n'a rien vu, rien entendu et rien dit.

Avec un tel bagage, pas étonnant que notre supplément au n°79 de Cps ait réduit à *quia* les diffuseurs d'une brochure qui pourtant s'intitulait "une discussion (...)".

De cette discussion-là, ils ne peuvent en effet sortir indemnes. Entrés sur le champ de bataille le sarcasme aux lèvres ("il faut apprendre à penser. Un conseil amical à un petit soldat de la grande Serbie" était le sous-titre de leur brochure), ils le fuient maintenant avec crainte: ils savent que dans cette guerre, ils ont bradé des principes fondamentaux pour des militants trotskystes, à commencer par: "l'ennemi principal est dans notre propre pays".

L'orientation développée par le groupe Goudard/Bertrand au cours de cette guerre constitue une capitulation devant son propre impérialisme.

Une caractérisation du groupe d'Hélène Bertrand et Serge Goudard

L'agression impérialiste contre la RFY a été l'occasion pour le groupe d'Hélène Bertrand et Serge Goudard de franchir un cran dans son évolution. Celle-ci doit être caractérisée ainsi: la rupture avec le Comité s'est opérée sous la direction de Serge Goudard au compte des nécessités de ses accommodements avec l'appareil FSU. Dans le même temps, pour maintenir sa base de manœuvre, toute la politique de ce groupe doit être sertie de formes directement reprises sur le Comité.

Il n'y aura donc rien d'étonnant à trouver de ci de là chez ce groupe des éléments politiques corrects. Mais ce qui détermine sur l'essentiel la politique de ce groupe, ce sont les nécessités de son intégration à sa place dans l'appareil FSU. D'une certaine manière, tout cela était donné dès le congrès de la FSU en décembre 1997, lorsque J.Ribes présenta un amendement au nom du courant "Front Unique" à un texte inamendable de la bureaucratie FSU, amendement qui prétendait insérer dans le cadre du texte des bureaucrates le "combat pour une société socialiste".

Voilà bien le "Combattre pour le socialisme" de Hélène Bertrand et des siens: encore épicé, mais suffisamment digeste pour être mélangé sans problème aux plats empoisonnés servis par la bureaucratie syndicale.

On doit ajouter que le maintien de notre existence est un frein objectif à l'abandon plus rapide des références de ce groupe à la politique traditionnelle du Comité. Ainsi, nombreuses sont ses publications qui répondent, directement ou indirectement, à notre élaboration politique. C'est d'ailleurs parce que nous sommes encore un problème politique pour la direction de ce groupe qu'elle s'est donnée comme tâche de nous "disloquer" dès sa constitution.

Cela implique pour nous de mener, chaque fois qu'une occasion sérieuse se présente, un combat ordonné en direction de ce groupe, de ses militants, pour utiliser la contradiction entre les aspirations de ceux-ci à mener le combat pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire et la politique effectivement menée par sa direction.

L'appel à voter "Front Unique" dans la FSU emmené par Roland Michel: une confirmation

L'appel à voter pour la liste FU dirigée par Roland Michel, paru dans *Pour* d'octobre 2000, est de toute première importance. La question primordiale à laquelle ont été confrontés les enseignants en février-mars est celle de la nécessité d'affronter et vaincre le gouvernement pour avoir

satisfaction sur leurs revendications. Face au refus du gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Zuccarelli, la nécessité d'un débouché politique était brûlante. En témoigne la manœuvre du "remaniement ministériel". Ce débouché ne pouvait être que le combat en

direction de la majorité PS PCF à l'Assemblée nationale pour qu'elle décide de satisfaire les revendications. Le combat sur cette orientation ordonnait tout.

Dans l'appel à voter emmené par Roland Michel, l'existence d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale n'est même pas mentionnée. Parlant de février-mars, le texte pousse le vice jusqu'à affirmer « Elle [la direction de la FSU-ndlr] devait sur cette base appeler à la grève générale et à la manifestation à l'Assemblée nationale ». Point! C'est tout à fait délibérément que cette phrase ne se poursuit pas: "pour imposer à la majorité PS PCF la satisfaction des revendications".

Déjà, l'appel à voter "FU" dans le SNU-IPP en 1998, celui à constituer une liste "FU" dans le SNES en 1999, se refusaient à poser de quelque manière que ce soit la question du pouvoir.

Il s'agit d'une rupture fondamentale avec toute l'orientation qui a été celle du Comité dans l'enseignement. Ironie de l'histoire, cette rupture est le fait de ceux qui ont « pourfendu » la majorité du Comité en 1997 en lui reprochant de refuser d'utiliser l'existence de la majorité PS-PCF.

Il convient de rappeler qu'en 1985, Stéphane Just procéda au réarmement du Comité sur la question de l'intervention des trotskystes dans les syndicats. Il posait alors la question dans les termes suivants :

« On ne peut définir une tactique syndicale, les formes de regroupement dans les syndicats qu'à partir d'un axe politique stratégique. Au stade actuel, la défense de l'enseignement public, de la laïcité ne peut être organisée et se développer que sur l'orientation de la rupture avec la bourgeoisie, qu'en posant dans et pour le développement du combat, la question du pouvoir et du gouvernement ouvrier. »

Bien entendu, plus loin, il expliquait :

« Il serait erroné d'en tirer la conclusion que sans tenir compte de la situation politique du moment on peut mettre en avant, à chaque moment, comme objectif pratique immédiat le pouvoir, le gouvernement ouvrier. Il s'agit d'une ligne stratégique mais cela ne signifie pas qu'à tout moment on en est au point où il est possible de résoudre et

même de formuler la question du pouvoir, du gouvernement. »

Sur ce point il est utile de rappeler le texte de convocation à la réunion des militants enseignants organisés par le comité suite à la dislocation de la FEN. Pour délimiter politiquement l'orientation pour le regroupement dans un courant « lutte de classe » au sein des syndicats de l'enseignement public, ce texte indiquait :

*« Poursuivre ce combat n'implique aucun changement d'orientation : *pour l'abrogation des réformes de l'enseignement primaire, des lycées, des universités, élaborées par le gouvernement actuel et ses prédécesseurs ; *contre la dislocation du corps enseignant et de l'enseignement public, contre la décentralisation, la régionalisation ; contre l'enseignement clérical et patronal *pour la rupture avec la participation et avec tout gouvernement de la bourgeoisie, pour le combat contre lui.*

Dans la nouvelle situation d'éclatement, cela exige de prendre comme axe général de combat le front unique des syndicats des différentes catégories d'enseignants et d'autres travailleurs de l'enseignement public. Un tel combat doit nécessairement se situer dans la perspective d'un gouvernement des organisations politiques de la classe ouvrière, sans représentants des organisations et partis bourgeois » (lettre d'invitation de Jean Ribes aux militants de TSU en date du 16/11/1992).

On peut aussi rappeler ce que Jean Ribes déclarait à la tribune du congrès de la FEN en février 1991 :

« La seule voie pour défendre les intérêts et les aspirations des travailleurs, et en particulier de ceux de l'enseignement est de rompre ce soutien, et en particulier avec sa politique de participation. Elle est d'ouvrir la perspective, toujours valable, d'un gouvernement PS-PCF, appuyé sur leur majorité à l'Assemblée nationale, et dont les travailleurs exigeront la satisfaction de leurs revendications. C'est sur cette orientation que le syndicalisme peut jouer tout son rôle dans la lutte de classe. » (TSU n° 34 mars 1991).

L'appel à voter FU démontre que le groupe d'H. Bertrand et S. Goudard, et avec lui Jean Ribes, a tourné le dos à cette orientation.

Ce qui avait été préservé après la destruction du Comité fondé par Stéphane Just

Tirant un premier bilan de la crise du Comité lors d'une réunion nationale du 8 février 1998, les militants majoritaires s'accordent à constater que le Comité a été brisé en deux. En effet, ont été emportés par Goudard les principales positions syndicales, des secteurs entiers du Comité.

Le courant "front unique" a été détruit comme regroupement combattant dans l'enseignement à partir d'une orientation trotskyste. Le congrès du SNES de mars 1999 a montré qu'une grande partie des militants et sympathisants du courant front unique a suivi S. Goudard et H. Bertrand. La cellule RATP a été cassée en deux.

Chez les étudiants, où pourtant à une exception près tous les militants ont été entraînés dans le combat en défense du Comité contre l'offensive de Bertrand et Goudard, la crise du Comité a provoqué un affaiblissement considérable de l'intervention. En fait, une large part du travail qui avait été

accompli par le Comité sous la direction de Stéphane Just a été liquidé.

A partir de là, une conclusion s'imposait: le comité fondé en 1984 par Stéphane Just avait été détruit. Un regroupement de militants qui avaient combattu en défense du Comité était préservé. Pourtant, ce regroupement, même s'il portait formellement le nom de "Comité pour la construction du P.O.R. et de l'I.O.R.", ne pouvait prétendre "être le Comité". La perte de cadres et de secteurs entiers d'intervention, le lui interdisait et ne pouvait naturellement qu'aggraver son affaiblissement politique. La pression politique résultant de la dislocation publique du Comité, en particulier dans l'enseignement et à la RATP, pesait également dans ce sens.

Il est d'autant plus remarquable qu'ait été maintenu un acquis politique décisif: la sortie du bulletin Cps dans la

continuité de la politique définie par le Comité du vivant de Stéphane Just. Il faut en particulier mentionner l'effort accompli pour suivre la situation politique dans des pays comme l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Afrique du Sud, pour analyser les développements de la situation économique internationale, de l'Union Européenne, etc.

La parution du numéro spécial de *CPS* consacré à Stéphane Just qui redonne ses apports politiques essentiels est aussi un acquis politique très important.

A partir de cette fermeté politique, il a pu être préservé une intervention dans plusieurs secteurs de la lutte des classes s'inscrivant dans le cadre fixé par *"Combattre pour le Socialisme"*, avec parfois un écho non négligeable (RATP, enseignement, recherche, étudiants/surveillants, ...).

C'est enfin à partir de ces éléments qu'a pu être mené un combat public contre le groupe de Bertrand/Goudard, dont témoignent en particulier les suppléments aux n°75, 77 et 79 de *CPS*, prenant le relais des bulletins intérieurs envoyés dans ses rangs en janvier et mars 1998.

Le condensé de toute cette activité est sans aucun doute l'acquis politique qu'a été l'adoption du rapport sur la situation politique, à l'unanimité, lors de la XI^e conférence. Ce rapport, prenant appui sur les acquis de la discussion de la X^e Conférence, donne en effet le cadre politique nécessaire pour s'orienter correctement dans la situation politique. Ajoutons que le fait qu'il ait été adopté à l'unanimité montrait que le cadre d'analyse et d'orientation politique majoritaire lors de la X^e Conférence n'était pas un cadre de circonstance.

La crise resurgit

Pour autant, les faiblesses politiques n'étaient pas surmontées. Au contraire, la dislocation du Comité impliquait fatalement, au moins dans un premier temps, un nouvel affaiblissement politique.

C'est donc fort logiquement que, très vite, des problèmes politiques vont surgir au sein de la direction. D'abord au travers d'un projet d'article de 'Valentina' proposant d'abandonner l'orientation du Comité sur l'Union Européenne: contre celle-ci, contre Maastricht et son Euro. L'abandon par 'Valentina' des mots d'ordre du Comité sur la question de l'Europe a été officialisé par ses supporters dans leur bulletin d'octobre 2000 qui publie un article volumineux sur l'Union Européenne sans qu'y figure aucun des mots d'ordre définis par Stéphane Just : "A bas l'Union Européenne, à bas les traités de Maastricht et d'Amsterdam, à bas l'Euro ».

Puis, dans l'enseignement, 'Elido' va avancer que la "grève générale de tout l'enseignement public" est la "perspective politique" qu'il faut populariser en permanence auprès des enseignants.

Evidemment, la question du pouvoir, du gouvernement, va être l'aboutissant de ces divergences.

C'est tout aussi logiquement que ces problèmes d'orientation vont engendrer des crispations, d'autant plus que, à chaque fois, après que le Comité national eut tranché, les militants en désaccord, futurs naufrageurs du Comité ('Elido', 'Valentina', 'Pierre', 'Yann') choisirent de taire leurs désaccords. C'était leur droit.

Mais, avec le recul, il apparaît qu'ils ne se sont pas tus parce qu'étant convaincus par le résultat de la discussion, mais parce que, dans le cadre principal préservé malgré la dislocation du Comité, leurs positions eussent été ultra-minoritaires. Ainsi doit-on relever des projets d'amendements présentés par 'Pierre' dans la préparation de la XI^e Conférence, proposant de supprimer purement et simplement toute référence à la majorité PS-PCF à l'Assemblée et *a fortiori* de dissocier la question du gouvernement de l'existence de cette majorité. Ces propositions seront retirées après une simple discussion au CN, qui avait suffi à les balayer.

Aussi est-ce sur la question du Comité, de l'appréciation de sa crise et de sa situation que va se nouer le dernier épisode de la crise ouverte par le décès de Stéphane Just.

Il faut dire que l'absence de tout texte conséquent sur la question pendant un an et demi, bien que des rapports oraux aient eu lieu sans que n'apparaissent cependant de divergences sérieuses, jouait dans le sens que ce soit sur ce terrain que se noue la crise. Plus précisément, le fait de ne pas nier la dislocation du Comité était contradictoire avec le fait de ne changer aucune des déterminations de l'apparition publique du regroupement issu de cette dislocation.

La raison de cet état de fait est que les priorités de la direction étaient de maintenir d'abord l'élaboration de l'orientation politique. La situation du Comité après la dislocation ne permettait pas de faire autrement, on ne pouvait prendre tous les problèmes de front.

Derrière une campagne de calomnies...

C'est de la pire des manières que la discussion sur le Comité s'est engagée. La camarade 'Elido', chargée du rapport sur le Comité, va aller à l'affrontement avec la majorité du CN jusqu'à refuser d'intégrer leurs remarques, leurs positions, les contraignant in extremis à substituer un autre rapport à celui qu'elle avait préparé pour introduire la discussion.

Mais le texte d'Elido sera joint au rapport adopté par le CN, ce qui nourrira la confusion en semblant mettre les deux textes sur le même plan, faisant obstacle à la discussion ordonnée de l'un - ou même de l'autre de ces textes.

Dès la discussion ouverte, un texte (du 23 avril 1999) paru en Bulletin Intérieur, rédigé par 'Elido' et 'Pierre', conçu ainsi qu'un court manifeste va donner le ton d'une offensive interne d'une rare violence, ouverte par une campagne contre la direction qui y est accusée en ces termes de porter la responsabilité de la scission du Comité:

"Les militants étaient prêts; la direction a été le maillon faible, dans la préparation de la précédente conférence, puis face à la scission".

Pour faire bonne mesure, cette même direction est accusée de "conciliation avec Goudard, Ribes et Bertrand", de mener à "la liquidation".

La discussion, les textes parus en Bulletin Intérieur, vont révéler qu'un travail de sape à préalablement été accompli contre la direction. Un seul exemple le démontre irréfutablement. Le 7 mai paraît une contribution de militants étudiants de Toulouse. On y lit:

"A Toulouse, les camarades sont intervenus sur le plan 3-5-8 alors que ceux de Paris intervenaient sur les Balkans ! Or la commission étudiante venait de se tenir. C'était à elle de préparer les interventions et d'impulser l'orientation qui était à ce moment centrale. "

Pour qui sait lire, ces lignes font porter la responsabilité de la capitulation face à l'agression impérialiste lors du congrès local UNEF-ID de Toulouse à la direction du Comité, puisque la commission étudiante dont il est question s'était tenue sous sa responsabilité directe.

Mais il y a un hic. La commission en question avait eu lieu le 6 mars 1999. Les bombardements sur la RFY ont débuté le 24 mars. Rien d'étonnant à ce que la commission n'ait pas placé au centre de ces travaux la lutte contre une agression ... qui n'existait pas encore. Par contre, le comité national du Comité réuni le 27 mars adoptait une déclaration (datée du 28) qui définissait l'orientation de tout le Comité et était

largement parvenue dans les cellules, devait avoir été discutée, comprise, au moment du congrès local de l'UNEF-ID Toulouse, qui s'est tenu les 7 et 8 avril 1999.

Cqfd: le responsable de la cellule de Toulouse, et avec lui la responsable du suivi de cette ville pour le CN, 'Elido', portent la responsabilité de ce que, au contraire de ce qui s'est fait partout ailleurs, les étudiants de Toulouse aient été entraînés à la capitulation sur une question décisive.

La contribution des camarades étudiants de Toulouse est une bonne indication du degré d'aviilissement de la discussion politique: tout problème s'y résolvant par une attaque imméritée contre la direction.

Ajoutons que, outre cette campagne de calomnies contre la direction et un certain nombre de militants, la discussion politique a été enterrée très vite par une surabondance de contributions qui la transformait en formidable tohu-bohu. Ainsi, un militant produisit une première contribution de 21 pages (!). Constatons que le CN aurait pu, et sans doute dû refuser d'ouvrir les colonnes du BI à une telle logorrhée. Mais il était lui-même traversé par des dissensions et des tensions, et avait fort à faire pour fonctionner.

C'est dans ces conditions calamiteuses que s'est avancée une véritable révision de ce qu'était le Comité et de la nature de ses tâches.

... une révision de la nature du Comité, de ses tâches

L'affirmation centrale du texte de "Elido" et "Pierre" tient en quelques lignes:

"la construction du parti ouvrier révolutionnaire et de l'internationale ouvrière révolutionnaire n'auront rien de spontané. Le rôle du Comité est décisif"

Une telle conception des choses est, étant donné ce qu'est, et ce qu'était le Comité, tout à fait délirante. Attribuer à un (tout) petit groupe en France un rôle "décisif" pour que soit reconstruite l'internationale ouvrière révolutionnaire, c'est d'un seul coup effacer ce qu'a pu représenter la destruction de la IV^e Internationale en 1953 puis l'échec du combat pour sa reconstruction qui s'est achevé en 1991 avec le naufrage du PCI; c'est également effacer ce qu'a représenté, sur une autre échelle, la crise dislocatrice du Comité.

En tout état de cause, les rappels faits plus haut dans ce texte sur la façon dont le Comité envisageait sa place renvoient les considérants sur la place "décisive" du Comité au rang de simples élucubrations.

Le bulletin parodiant CPS endossé par Pierre Salvaing et paru en février 2000, dans les deux pages qu'il consacre à la question du Comité, le démontre. On y lit (page 13) que:

"il ne s'agit pas d'une nouvelle crise, il s'agit de nouveaux développements de la même crise qui, dès 1953, a fracturé la Quatrième Internationale et a engagé la majorité de sa section française, avec quelques autres de par le monde (dont le SWP, la section américaine) à tenter de la surmonter, en reconstruisant la IV^e Internationale à la fois par l'intervention incessante dans la lutte des classes et par le combat acharné contre le révisionnisme pabliste. "

Ce "coup de chapeau" au SWP américain dans les colonnes de ce bulletin démontre que, quand bien même celui-ci

s'affublerait du bandeau "Combattre pour le Socialisme", il ne s'agit pas d'un bulletin trotskyste.

En écrivant qu'il s'agit de "la même crise" que celle de 1953, alors c'est que le "Comité" que prétendent représenter les camarades de Pierre Salvaing est "la même" organisation que la IV^e Internationale ... certes réduite à une toute petite taille. Mais qu'importe le nombre, nous disons ensuite les rédacteurs de ce bulletin (ibid.), car:

"Que ne restent non pas trois cent cinquante, fidèles à notre drapeau, mais trente-cinq voire cinq: le drapeau restera, la ligne stratégique restera et l'avenir restera"

Cette citation qui, selon ce bulletin, date du 26 novembre 1929, est de Léon Trotsky.

Mais c'est sa signature qui seule lui donne tout son sens. Rappelons ce qu'en pensait Trotsky lui-même:

"Pour être clair, je dirai ceci. Si je n'avais pas été là en 1917, à Pétersbourg, la Révolution d'Octobre se serait produite - conditionnée par la présence et la direction de Lénine (...) Ainsi je ne peux pas dire que mon travail ait été "irremplaçable", même en ce qui concerne la période 1917-1921. Tandis que ce que je fais maintenant est dans le plein sens du mot "irremplaçable". Il n'y a pas dans cette affirmation la moindre vanité. L'effondrement de deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces deux internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé face à ce problème, armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération, par dessus la tête des chefs de la Deuxième et de la Troisième Internationale, c'est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme capable de la remplir. Et

je suis d'accord avec Lénine (ou plutôt avec Tourguéniev) que le plus grand vice est d'avoir plus de cinquante-cinq ans. Il me faut encore quelque cinq ans de travail ininterrompu pour assurer la transmission de l'héritage".

(*Journal d'Exil*, 25 mars 1935. Nous soulignons).

Reprenons. Les naufrageurs du Comité affirment qu'à "cinq" ils assureraient encore un "rôle décisif", équivalant à celui de Trotsky, qu'ils assumeraient donc des tâches que la IV^e internationale seule pouvait prétendre assurer. Voilà

comment on bâtit une secte. Leur groupe est sanctifié, tout à fait indépendamment de son orientation. Et devient même immortel: même "à cinq"... "l'avenir restera"?

Trotsky pouvait le dire: il était effectivement "irremplaçable". C'est une honte que d'anciens militants du Comité aient décliné à tel point qu'ils osent l'affirmer pour eux-mêmes - et si aucun de ceux qui sont dans ce regroupement ne tiquent, cela témoigne d'avancées rapides vers leur perte.

A nouveau sur le Comité et le combat pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire

Mais lors de la discussion préparatoire à la XI^e Conférence, les futurs membres du groupe 'Elido-Valentina' répondaient: "*Si le rôle du Comité n'est pas décisif*" "*alors c'est que vous considérez que c'est du mouvement spontané que surgira le parti ouvrier révolutionnaire, l'internationale ouvrière révolutionnaire, et donc qu'il n'est pas besoin d'être organisés, c'est la liquidation*".

C'est là un point de vue totalement formel: être décisifs ou ne pas être, être "indispensables" ou cesser d'exister. Derrière la réaffirmation de la nécessité de combattre pour le parti ouvrier révolutionnaire (on ne peut pas s'en remettre au mouvement spontané) gît une appréciation selon laquelle le "mouvement spontané" et la construction du parti ouvrier révolutionnaire relèvent de deux mondes étrangers l'un à l'autre, que le parti ouvrier révolutionnaire est donc le *deus ex machina* de la lutte des classes.

En réalité, il y a là des vues symétriques qui mènent à l'impuissance: impuissance rageuse de celui qui veut se persuader que tout dépend de lui mais que la réalité des choses va forcément démoraliser ou rendre fou à moyen terme, impuissance désabusée de celui qui pense que les choses s'arrangeront elles-mêmes et qui n'a plus qu'à enfiler ses pantoufles et s'enfermer dans sa bibliothèque.

Le Comité, les militants trotskystes qui en sont issus, seront-ils ou pas "indispensables" quand se produira la prochaine montée révolutionnaire? "*Ceux qui exigent des garanties à l'avance devront en général renoncer à la politique révolutionnaire*" (Trotsky).

Comment se construira alors le parti ouvrier révolutionnaire? Justement parce que le marxisme n'est pas un dogme, mais "*l'expression consciente du processus inconscient*", c'est une certitude absolue que nombreux seront les travailleurs, les jeunes, les intellectuels, qui, lors de la prochaine vague historique, chercheront une issue et les moyens politiques de cette issue dans l'histoire de la lutte des classes.

Les générations qui ont lutté pour la IV^e Internationale n'ont pas combattu en vain. Elles ont laissé des traces politiques qui ne seront pas effacées avant longtemps, malgré tous les efforts des appareils, d'autant que ceux-ci ont perdu une grande part de leur emprise sur la classe ouvrière. La tâche du Comité est également de poser des jalons, d'opérer un regroupement au compte de la construction du P.O.R.

Il suffit pour s'extirper de la logique formelle de se reporter à l'Histoire: Marx et Engels Marx et Engels ont surgi dans des conditions historiques déterminées, ont rompu avec leur

classe sous le feu de la lutte des classes, utilisé les matériaux du vieux monde, les ont retrempez pour élaborer le socialisme scientifique et forger les armes politiques permettant au prolétariat de conquérir son avenir. Le même mouvement, dans des conditions différentes, et malgré le paroxysme de la crise de la direction révolutionnaire, ne peut que se reproduire.

C'est sur celui-ci qu'il faut faire fond, d'autant qu'il ne s'agit plus aujourd'hui pour le prolétariat d'élaborer une théorie toute neuve mais de renouer avec une théorie déjà élaborée dans ses grandes lignes: le marxisme.

Ce qui fonde la nécessité de la poursuite du combat politique, c'est la certitude que l'armement politique que nous revendiquons comme nôtre sera indispensable pour que de nouveaux Marx, Engels, Lénine, Trotsky, se placent à la tête du prolétariat mondial et lui permettent d'en finir avec le capitalisme fauteur de guerre, de misère, d'oppression. Les acquis politiques du Comité sont ceux-là mêmes qui permettront que le mouvement vers la construction d'authentiques partis ouvriers révolutionnaires n'avorte pas.

Sans préjuger aucunement des formes que prendra la reconstruction du mouvement ouvrier, nous avons comme responsabilité de faire vivre autant que nous le pouvons cet armement que nous savons indispensable. Voilà ce qui fonde et légitime notre existence: le combat pour la défense du trotskysme, par l'élaboration et l'intervention politiques.

C'est cela que nous avons à faire et que nous sommes les seuls à pouvoir prétendre faire, de par notre origine historique, même dans des conditions très difficiles. Nous n'avons pas besoin pour cela de lire dans le marc de café ni de faire des plans sur la comète.

A l'opposé de cette conception - nourrie de toute l'élaboration antérieure du Comité sur la question - la conception faisant même d'un "Comité" cadavérique:

"le point le plus élevé de la situation mondiale dans son ensemble" (texte de 'Pierre', BI n°6, 3 septembre 1999)

se répandait dans le groupe comme un poison, appuyée sur les mêmes causes qui avaient permises l'opération de S.Goudard et H.Bertrand: la faiblesse politique.

Dans la pratique, cette conception du monde permet à un individu, se proclamant la continuité de Lénine, de considérer que son rôle est décisif et qu'il ne reste plus qu'à l'humanité reconnaissante à le reconnaître. Ainsi vivent et pensent les génies de village.

Retour sur l'appréciation de la crise de 1997

Fort logiquement, après avoir propulsé dans leur imaginaire le Comité sur le même plan que la défunte IV^e Internationale, après en avoir fait pour l'éternité l'incarnation même du bolchévisme, 'Elido-Valentina' allaient entreprendre de changer radicalement l'appréciation de la situation du Comité. Alors qu'ils affirmaient le contraire depuis un an, le printemps 1999 voyait de nombreux camarades du Comité "découvrir" que celui-ci n'aurait pas été brisé par le décès de Stéphane Just et l'offensive Bertrand/Goudard. Cette position (aucune fondée sur une appréciation sérieuse de ce qui avait été perdu) a sa logique: il fait partie des privilèges des seuls cadavres que de ne plus pouvoir mourir. C'est la sanctification du Comité, sa transformation en petite chapelle, ainsi que nous l'avons vu, qui pouvait le mettre à l'abri des scissions meurtrières, de la décapitation, et autres outrages du temps.

En quelques semaines, des militants qui venaient d'affirmer le contraire se convertissaient brutalement à ce *credo*, sans

craindre le ridicule, mais démontrant par là leur absence totale de réflexion sérieuse, leur abêtissement politique.

Les militants étudiants de Toulouse, frais émoulus de cette "école", allaient plus loin en affirmant dans le BI n°4:

"Retour sur la X^e Conférence : le groupe Goudard éjecté ; le comité a tenu"

Ainsi donc, les pires coups portés au Comité devenaient une victoire: l'expulsion de nouveaux "révisionnistes". Et il devenait un signe de "capitulation" que de refuser de caractériser le groupe de Hélène Bertrand et Serge Goudard comme "révisionniste", la preuve d'une inclinaison à "discuter" avec eux. "Protège-nous du malin"...

Rappelons que le caractère révisionniste du SU n'a pas empêché l'OCI d'ouvrir, pour ses objectifs propres, une discussion d'apparence même assez fraternelle avec le SU, estimant à raison que c'était la manière la plus efficace pour faire avancer son orientation politique à ce moment là.

L'Afrique du Sud: un ban d'essai pour la France

Les naufrageurs du Comité vont prudemment s'abstenir de remettre en cause le rapport préparatoire à la conférence sur la situation française et l'orientation du Comité. La tentative évoquée plus haut de rejeter la nécessité d'ouvrir une issue gouvernementale pour la classe ouvrière en s'appuyant sur l'existence de la majorité PS-PCF va capoter dès son lancement. Ses initiateurs, 'Pierre' et 'Elido', ont les "principes" qu'ils peuvent, dont le premier semble être de cacher leurs désaccords sur les questions les plus fondamentales - ainsi celle du pouvoir, du gouvernement - s'ils ne sont pas certains à l'avance d'être majoritaires.

Cet auto-avortement de la discussion politique permet de rappeler que la base politique même du Comité, le contenu de *Combattre pour le Socialisme* depuis des mois, relevait d'une base de principe. Ce n'est qu'une fois sortis du Comité et de son cadre politique qu'ils s'affranchiront ouvertement de ses acquis politiques sur cette question, le présent texte y reviendra.

C'est aussi sur une question présentée comme annexe que va se mener l'offensive pour préparer les militants à la capitulation face à la question du pouvoir, celle de l'Afrique du Sud. Dans un texte signé "Elido et Valentina" publié dans le bulletin intérieur n°2, ces deux militants vont proposer de modifier un court passage concernant l'Afrique du Sud dans le projet de rapport international.

Leur amendement proposait, sans que la moindre analyse sérieuse soit fournie, de rectifier l'orientation du Comité sur l'Afrique du Sud depuis 1994 (orientation confirmée par la IX^e Conférence en 1997 contre les positions de 'Karl'). Il s'agissait pour 'Elido' et 'Valentina' de:

- Rejeter la caractérisation portée par le Comité sur l'ANC "d'organisation nationaliste petite-bourgeoise", et en conséquence, du mot d'ordre immédiat sur la question du gouvernement en Afrique du Sud de "gouvernement de la seule ANC", ainsi que celui de "République noire".

- Modifier la caractérisation du Comité sur le PC sud-africain pour le considérer désormais comme une organisation ouvrière
- Appeler à voter pour des "candidatures ouvrières" dans les élections

Cette position posait deux sérieux problèmes, d'ordres différents. Le premier était que la position du Comité, exprimée publiquement en 1994 et en 1997 sur l'Afrique du Sud était que l'ANC était une organisation nationaliste petite-bourgeoise, que c'était en exigeant de cette organisation qu'elle rompe avec les partis blancs et leurs supplétifs (Inkatha) que les masses noires pouvaient s'ouvrir une voie, que le SACP n'était pas tenu pour une organisation ouvrière.

Il était donc proposé de procéder à une réappréciation de toutes les coordonnées de la situation politique en Afrique du Sud sans fournir aucun élément tangible et vérifiable.

L'ANC, ainsi que toute chose, peut parfaitement subir des modifications qualitatives. Mais celles-ci doivent être manifestes. Une seule chose était vérifiable: il n'y a pas eu de "candidatures ouvrières" en Afrique du Sud - fait seul qui eût dû suffire à balayer l'amendement "Elido-Valentina". Ce ne sera pas le cas. Un premier problème était donc levé: une grande partie du Comité était prête à accepter, sur la seule bonne mine d'un militant, toutes ses élucubrations sans chercher à les vérifier. Il suffira ainsi que "Elido" et "Valentina" affirment que la position du Comité avait changé de 1994 à 1997 pour que beaucoup le croient. Mais, malgré des faiblesses, l'article de CPS sur l'Afrique du Sud était, comme celui de 1994, sur la même ligne, celle du combat pour la rupture de l'ANC avec la bourgeoisie blanche, pour un gouvernement de la seule ANC, en l'exprimant ainsi: *"Buthelezi hors du gouvernement"*, caractérisant la victoire électorale de l'ANC aux élections de 1996 de défaite pour la bourgeoisie blanche.

Les auteurs de cet amendement ne pouvaient l'ignorer. C'est délibérément qu'ils ont falsifié ce qui était la position du Comité. Et ils ont été crus, bénéficiant de la couverture du tintamarre de la discussion.

Second problème. La logique interne de cette position, c'est que la question nationale en Afrique du Sud ne se pose plus que de façon résiduelle, voilà pourquoi elle rejette l'axe du combat pour le pouvoir noir, et ses conséquences politiques. Lapsus révélateur: la première édition pirate de CPS du groupe 'Elido-Valentina' (attribuée mensongèrement à O.Lestang) d'octobre 1999 affirmera dans son article sur l'Afrique du Sud qu'en 1994, Mandela a formé un "gouvernement noir". Rappelons que le vice-président de ce "gouvernement noir" était F.De Klerk, du Parti National, aussi blanc qu'il est possible de l'être.

Poursuivons: sous prétexte de la couleur de Mandela, la question nationale est considérée comme résolue en Afrique du Sud par le groupe 'Elido-Valentina'. Reste à expliquer

comment le capitalisme a pu, alors que le mouvement des masses était contenu par l'ANC, permettre un tel miracle, tout à fait contraire aux enseignements du marxisme. Ce sont en fait les bases mêmes de la théorie de la révolution permanente qui sont remises en cause.

Enfin, la question de l'Afrique du sud préluait aux remises en cause de la ligne du Comité qui allaient venir à l'ordre du jour concernant la situation française. Car la ligne fondamentale de 'Elido' et 'Valentina' est dans les deux cas la même: ignorer les contradictions réelles, la situation réelle pour chercher à partir d'elles à ouvrir une issue aux masses, et substituer à cette recherche des incantations stériles sur la nécessité de la révolution prolétarienne, du gouvernement ouvrier.

Ajoutons que le seul argument censé "prouver" le changement de nature de l'ANC était le programme bourgeois de celle-ci. Que dire alors d'un tel argument appliqué en France au PS et au PCF...

Tenue de la XI^e Conférence

La préparation de la XI^e Conférence va témoigner des progrès de la gangrène au sein du Comité. La question du "Comité" prise en dehors du temps et de l'espace devient le cœur de tous les échanges (on n'ose parler de "discussion"). Une réponse à une attaque malhonnête contre la direction en génère dix nouvelles.

Lors de la conférence, au lieu de chercher à homogénéiser le Comité en partant de l'appréciation de la situation et des tâches, c'est le point sur le Comité qui est mis en premier à l'ordre du jour. Il s'agit à l'évidence de chercher à cliver le Comité pour dégager une "majorité" de convenance (déjà, une cellule parisienne a procédé à un vote "à la polonaise" dans l'élection de ses délégués dans le même but, à Nantes, la délégation est trafiquée pour arracher un délégué de plus). Mais cette opération, si elle laisse des séquelles, échoue. Les rapports politiques sont tout de même discutés et adoptés à une majorité écrasante (100% pour le rapport France, 87% pour le rapport international). L'amendement "Elido et Valentina" sur l'Afrique du Sud est intégré, mais avec une majorité relative des votants.

La conférence ne peut refuser de laisser du temps à la discussion sur le Comité pour qu'elle se développe, adoptant la proposition faite par la majorité de la direction. La conférence décide d'adopter le texte rédigé par 'Elido' comme base de travail pour une seconde session. Notons que ce même texte est modifié substantiellement par les

militants qui disent s'y retrouver. Rédigé avant que la gangrène ait suffisamment progressé, il expliquait dans sa première mouture que le Comité avait été brisé par la scission perpétrée sous la direction de Serge Goudard et Hélène Bertrand. Qu'à cela ne tienne: au sortir de la conférence, il explique l'exact contraire, que le Comité n'aurait finalement pas été brisé. Or, aucune autre modification n'intervient dans ce même texte... Autrement dit, avant comme après la Conférence, il ne fournit aucun élément susceptible d'étayer les appréciations qu'il contient. Un tel texte peut donc se retourner comme un gant, selon l'humeur du moment. C'est dire s'il est étranger à la méthode du marxisme.

De fait, il n'y a donc ni majorité, ni minorité qui se dégage de la conférence quant à l'orientation politique à mettre en œuvre. Le CN élu le reflète, et la conférence fait échouer les deux tentatives de réintroduire par la fenêtre ce qui avait été chassé par la porte, en l'espèce les appels de 'Elido' d'en changer la composition in extremis pour y obtenir une "majorité".

Il ne reste alors plus qu'une solution aux naufrageurs du Comité. Ayant échoué à s'imposer à la conférence, mais appuyés sur l'étranglement politique progressif du Comité sous les calomnies et le vacarme d'une discussion tous azimuts, ils décident de le dynamiter de l'intérieur.

Un raid meurtrier

Dès le 24 juillet 1999 (pendant les vacances), prenant prétexte d'un changement de rapporteur pour les journées d'études du Comité décidé lors de la réunion précédente du CN, la moitié des membres du CN se réunissaient sous la direction de 'Elido' et adoptaient un texte traitant les autres membres de la direction de "saboteurs", d'agents "de fait" de Serge Goudard.

Le CN s'est réuni pour la dernière fois le 10 septembre 1999. Lors de cette réunion, 'Elido', 'Pierre', 'Yann' et 'Valentina', ont indiqué leur refus que sorte CPS avant la

tenue de la seconde session, initialement prévue avec l'accord de tout le CN pour les 16 et 17 octobre. Dès le lendemain, le 11 septembre, au moment de la tenue des journées d'études étudiantes, le comité a volé en éclats.

1) Un texte signé de quatre membre du CN circulait aux journées d'études. Où et quand ces membres du CN s'étaient-ils réunis pour adopter ce texte? Dans quel cadre l'ont-ils adopté? En aucun cas le cadre des structures de l'organisation. Un "CN parallèle" existait donc déjà, et apparaissait au devant de la scène.

Prétendant mensongèrement que le CN aurait refusé de convoquer la seconde session (mensonge repris éhontément par "l'adresse" adoptée le 17 octobre), ces quatre militants: *"appelaient, dans l'urgence, les militants se reconnaissant dans le rapport soumis à la deuxième session à se réunir pour définir ensemble les moyens de défendre l'organisation trotskyste, pour imposer le respect des décisions de la deuxième session"*.

La dite réunion se tenait le soir même au local, en présence de camarades de Paris et même de Province sélectionnés à l'avance (puisqu'ils avaient été avertis, eux, de cette réunion, alors que certains membres du CN - 'Hannibal', 'Picaret' - et d'autres militants du Comité, absents des journées d'études, ne furent au courant qu'après coup). Il ne s'agissait pas d'une réunion du Comité mais celle d'une fraction clandestine, une prétendue "tendance"

2) De cette réunion naissait une "tendance", se baptisant sans rire "bolchévique léniniste" qui, sans passer par les phases prévues dans notre règlement intérieur, sans même qu'il y ait eu "d'appel à tendance" se *"déclarait"*. Evidemment, une telle "tendance", comme la réunion qui lui a permis de se révéler au grand jour, n'a rien d'une tendance. C'est tout simplement une clique.

Cette "tendance" avait le culot de se donner comme base ... les deux rapports adoptés à une écrasante majorité par la XI^e Conférence, plus le rapport sur le Comité de 'Elido'. Autrement dit, cette "tendance" n'avait même pas d'orientation politique distincte affirmée! Il est fort rare qu'une clique ait l'obligeance de se dévoiler ainsi d'elle-même...

3) Le 12 au matin, les participants aux journées d'études apprenaient qu'un CN se serait tenu la veille au soir, et aurait adopté une résolution. Alors même que 'Domange' et 'Iouri', membres du CN, étaient présents le 11 aux journées d'études, que 'Iouri' avait été "autorisé" à s'adresser à la réunion fractionnelle tenue le 11 au soir, aucun de ces deux militants n'avait été même informé d'une telle réunion.

Donc, le 11 au soir, un nouveau "CN" autoproclamé se substituait au CN élu par la XI^e Conférence, excluant de ses réunions la moitié de ses membres élus: 'Domange', 'Hannibal', 'Iouri' et 'Picaret'. Le CN était détruit par 'Elido', 'Pierre', 'Valentina' et 'Yann'.

La résolution de ce nouveau "CN" appelait au boycott de la centralisation des cotisations. Elle appelait à signer "le texte de la tendance", montrant qu'en fait de CN, il s'agissait de la direction de la clique revêtue des habits d'une "tendance". Elle appelait aussi à la tenue d'une AG parisienne.

4) Dès après les journées d'études, les militants qui ne faisaient pas partie des "élus" informés découvraient l'absence des membres de la "TBL" à leurs cellules. 'Olmo', partisan de 'Elido' et 'Pierre', confirmera qu'il y a eu *"consigne"* (de qui? à qui?) de *"boycotter les cellules"* (pour empêcher toute discussion, ainsi que Hélène Bertrand l'avait fait fin 1997 dans la cellule RATP).

Qu'à cela ne tienne: deux militants du Comité se rendaient à l'AG parisienne convoquée par le "CN" d'Elido. Ils se voyaient opposer, dans le plus pur style Lambert, une *"résolution de délimitation"* du cadre de la réunion, qui

précise: *"il y un préalable à toute discussion au sein du Comité"*. Cette réunion n'était donc pas ouverte à tous les militants du Comité, mais seulement à ceux qui acceptaient que, pour la première fois dans l'histoire du Comité, il y ait vote sur un texte préparatoire à une conférence sans qu'une élection de délégués s'ensuive (tel était le "préalable": renoncer à la démocratie ouvrière). Plus aucune réunion commune ne devait avoir lieu ultérieurement.

C'est clair, net et précis: le 11 septembre 1998, bien que les journées d'études se soient tenues, notre groupe avait volé en éclats suite aux initiatives prises fractionnellement sous la direction de 'Elido'. Les militants gagnés à leur clique depuis des mois ont suivi les joueurs de flûte de Hamelin, et ont quitté/sabordé le cadre commun: plus de participation au CN, aux cellules, plus de paiement des cotisations. Un groupe fractionnel, se développant et fonctionnant en dehors de toutes les structures s'est affirmé, excluant de son fonctionnement les militants ne se pliant pas à sa discipline propre. Il a phagocyté le Comité pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

Quant à la seconde session de la XI^e Conférence qui devait avoir lieu en octobre, à sa place, en s'en couvrant, la direction du groupe 'Elido-Valentina' convoque une réunion sur la base de sa résolution du 11 septembre dont le point de départ est:

"il faut organiser la défense de l'organisation, de ses militants, contre la fraction secrète Hannibal-Picaret"

Ceux qui ne reconnaissaient pas l'existence de cette prétendue "fraction secrète" n'avaient donc pas leur place dans la réunion convoquée les 16&17 octobre 1999.

Malgré tout, attachés à la défense de ce qui restait du Comité, les militants n'ayant pas suivi les sirènes de la scission proposaient par écrit et directement les mesures suivantes pour restaurer le cadre commun:

" que le CN se tienne (sinon, comment peut-on envisager qu'une conférence se tienne? Préparée par qui? Comment?)

Qu'il sorte CPS, sans conditions, sans préalables (sinon, notre groupe n'a pas d'existence)

Que les cellules soient reconstituées (sinon, comment peut-il y avoir vote et discussion sur le texte?)

Que les cotisations soient centralisées auprès du trésorier (sinon, comment savoir qui est encore membre du Comité ou pas, combien de militants comptent les cellules?)

Que la deuxième session soit démocratique: si il y a vote sur un texte, alors il doit y avoir élection de délégués en fonction des votes et des discussions sur ce texte. "

(informations aux militants du 25 septembre 1999)

Les naufrageurs du Comité refuseront ces conditions élémentaires. Le 1^{er} et 2 octobre 1999 sortaient concomitamment CPS et un ersatz misérable de CPS publié sous la responsabilité politique d'Elido et Valentina. Les 16&17 octobre, en tenant leur réunion convoquée *"contre la fraction secrète etc"*, ceux-ci parvenaient à leurs fins: constituer leur propre groupe, rendre la scission irréversible.

La ligne politique de ce groupe s'est affirmée d'emblée comme rompant politiquement avec le Comité, de la même manière qu'il n'a pu naître organisationnellement qu'en rompant le cadre de ce qui restait du Comité.

Une rupture politique avec l'orientation et les traditions politiques du Comité désormais avérée

Le Comité a édité un supplément au numéro 80 de *Cps* qui souligne à quel point, sur la question essentielle du pouvoir, du gouvernement, il y a rupture entre le groupe 'Elido-Valentina' et la ligne politique traditionnelle du Comité.

Dans les publications du groupe 'Elido-Valentina', en particulier son bulletin n°81-82 du mois de février 2000: pas un mot pour utiliser l'existence de la majorité PS-PCF à l'Assemblée pour poser la question du gouvernement, pas un mot d'ordre contre Chirac, la Ve République. La question du pouvoir est reléguée (et aussi, forcément, dans les tracts publiés par ce groupe) à une peccadille.

Cette rupture s'opère avec un tel aplomb que l'on lit maintenant dans le pirate de *Cps* édité par ce groupe le strict contraire de ce qui figurait dans *Cps* avant la scission de 1999, sans la moindre explication faite aux lecteurs. Ainsi, on y explique maintenant qu'il n'y aurait pas de majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale. Qu'elle n'aurait jamais existé. Sans expliquer pourquoi auparavant ils diffusaient un bulletin (*Cps*) expliquant le contraire. La question du gouvernement ne figure qu'en tant que vestige que l'on croise encore, dérivant, au hasard des articles du bulletin de ce groupe.

En plein mouvement enseignant, quelques jours avant le remaniement ministériel, ce groupe sortira un tract de deux pages, fort dense, où la question du pouvoir, du gouvernement, n'est même pas formulée implicitement ou explicitement. Confirmation, l'édition de juin 2000 du bulletin "Pierre Salvaing" consacre un article au mouvement enseignant. On y aborde même pas la question du gouvernement. Au contraire, la manœuvre du remaniement, permettant aux appareils de faire rentrer les enseignants, montrera à quel point le refus de poser la question du gouvernement est criminel de la part de gens qui se disent trotskystes.

On lit même dans les publications du groupe Elido-Valentina que:

"l'insistance à en appeler à la "majorité" PS-PCF mène tout droit aux mortelles illusions parlementaires, à deux pas du gouffre de la "démocratie" dans lequel a sombré le PCT" (texte du 20 janvier 2000).

Mais pour qui connaît l'histoire du Comité, il est clair qu'il s'agit d'une condamnation de toute sa politique suivie depuis 1984, politique au centre de laquelle s'est trouvée l'exigence aux députés du PS et du PCF qu'ils cessent de couvrir les gouvernements au service du Capital constitués de 1981 à 1986, 88 à 93, et depuis 1997.

Ces renégats politiques du Comité réduisent donc ce qu'ils nomment le "front unique" à une dénonciation stérile de la trahison des appareils. Vendant la mèche, l'article consacré à l'enseignement dans le bulletin de juin 2000 de ce groupe

proclame: *"les directions syndicales et les partis ouvriers bourgeois soutiennent indéfectiblement le gouvernement"*. *"Indéfectiblement"* signifie: "qui ne peut cesser d'être, qui ne peut faire défaut, solide, sûr."

Toute l'histoire de la lutte des classes, l'analyse des mouvements dans l'enseignement et aux finances, dément cette appréciation. Que le PS et le PCF, la bureaucratie syndicale, ne rompent jamais véritablement avec la bourgeoisie, cela est certain. Mais que sur la base du développement de la lutte des classes ils soient contraints, sur telle ou telle question particulière, de retirer leur soutien au gouvernement, c'est une possibilité qui fonde et nourrit les mots d'ordre lancés par les trotskystes, et dont le prolétariat a déjà fait l'expérience.

En affirmant le contraire, Elido et Valentina révèlent leur position: il n'y a aucune issue politique immédiate. Ne reste plus qu'à dénoncer les "traîtres", à proposer au prolétariat de faire sept fois le tour de la Jéricho du Capital en sonnant du cor en attendant qu'ainsi ses murailles s'effondrent.

On pourrait, et nous y sommes prêts, relever nombre d'horreurs politiques totalement étrangères au marxisme qui sont vite apparues dans les publications du groupe 'Elido-Valentina'. Mais nous ne rencontrerions sans doute que des dérobades pour toute réponse. Un exemple le démontre.

Quand le numéro 79 de *CPS* est paru le 1^{er} octobre 1999, il fut accueilli par le commentaire suivant de la part de 'Elido' et ses camarades (résolution qu'ils adoptèrent le 17 octobre):

"Trotsky, dans le Programme de transition, oppose l'expropriation au "mot d'ordre réformiste bien vague de 'nationalisation'"."

En fait de "nationalisation", il s'agissait du mot d'ordre lancé par le Comité concernant Michelin de *"nationalisation sans indemnité ni rachat"*...

En février 2000, dans le bulletin du groupe 'Elido-Valentina' "directeur: P.Salvaing", le même mot d'ordre est caractérisé de *"tâche révolutionnaire"*, pour nous reprocher cette fois-ci d'avoir adressé cette exigence aux députés PS et PCF.

En clair, selon les besoins de circonstance, un même mot d'ordre est brocardé pour être "réformiste", ou bien pour être "révolutionnaire".

La clique regroupée autour du couple 'Elido-Valentina' affiche ainsi elle-même son absence de principes.

Le fait que les militants ainsi encliqués l'acceptent, qu'ils acceptent le refus de leur direction d'ouvrir une issue sur la question du pouvoir, permet de caractériser le groupe 'Elido-Valentina' comme une secte en voie de cristallisation.

Sous l'impulsion d'un ennemi de Stéphane Just

Il faut enfin ajouter une chose. Cette offensive contre le Comité et le marxisme a été menée par l'un des plus

farouches partisans de la scission destructrice du Comité tant en 1997 qu'en 1999, 'Valentina'.

Ce dernier est notamment connu des militants pour avoir diffusé dans le Comité une brochure faisant publiquement l'apologie d'un livre de F.Chesnaïs (*La mondialisation du capital*) alors que Stéphane Just et le Comité avaient engagé le combat contre celui-ci (brochure publique, article dans CPS n°68 de juin 1997: "*les jongleries et truanderies de François Chesnaïs et ses acolytes du Monde Diplomatique*").

'Valentina' fut toujours un ennemi de Stéphane Just, bien qu'il cachait ses divergences, telles celles exposées dans une lettre du 26 avril 1997 à un militant du Comité:

"Stéphane est soucieux de sa succession, inquiet pour le Comité. Cependant, il reste marqué par les méthodes de direction de l'OICI (l'expérience personnelle est plus importante que les lectures), même s'il n'a pas été corrompu (n'en déplaît à Grosz) et même s'il a tiré des leçons de son exclusion. D'où la propension:

A faire endosser par le CN ou le Comité tout entier des points de vue qui ne relèvent pas en tant que tels de l'organisation révolutionnaire.

A privilégier ceux qui écrivent et rapportent plutôt que ceux qui interviennent et guident l'intervention

A montrer facilement la porte à ceux qui ne sont pas d'accord avec lui

A ne pas laisser mûrir une discussion et surtout à traiter toutes les divergences sur le même plan

Cela façonne plutôt des porteurs de serviettes que des pairs. Depuis plus d'une décennie au sein du comité national, Mélusine et Lombard ont certainement appris. Mais leurs travers n'ont guère été combattus par celui qui était le mieux placé pour le faire. Leurs défauts ont été plutôt tolérés, voire encouragés. Ils n'ont pas été rééduqués, redressés... Pour le meilleur et pour le pire, et surtout pour le pire, ils sont le produit de la sélection de cadres menée par Stéphane."

Tout cela, du vivant de Stéphane Just, est resté confiné. Cette attitude place 'Valentina' sur le même plan que d'autres "courageux" du type Broué, qui auront attendu le décès de Stéphane pour cracher leur haine sur lui et sur ce qu'il avait construit.

Un noir bilan

Les crises déclenchées par la disparition de Stéphane Just dans les conditions objectives rappelées par ce texte ont totalement détruit le Comité. Notre groupe a été ramené à des dimensions politiques minimales, a perdu la majeure partie des liens tissés avec le prolétariat, dans la jeunesse. Ils sont à reconstruire. Il ne servirait à rien de le cacher. De même, c'est un fait objectif que deux éditions pirates concurrencent *Cps* et sèment la confusion.

Nier ce processus de dislocation et ses conséquences, c'est ce que font les Serge Goudard et Hélène Bertrand, les 'Elido' et 'Valentina'. De leur point de vue, il s'agit de justifier les opérations qu'ils menées contre le Comité.

De notre point de vue, nous qui avons lutté pour défendre le Comité, ce serait une profonde erreur. Cela signifierait que nous aussi considérerions qu'il était souhaitable de se "séparer" de pans entiers du Comité.

Dans le même temps, nous affirmons, sur la base de la poursuite de la parution d'un bulletin digne de s'appeler

Combattre pour le Socialisme, sur la base de la poursuite de notre intervention publique, de l'écho favorable qu'elle rencontre auprès de travailleurs, jeunes, de l'estime pour la qualité de notre bulletin, nous affirmons qu'il est possible de poursuivre le combat.

Naturellement, c'est une nécessité pour ce faire que de définir notre attitude vis-à-vis des deux groupes qui prétendent être "le Comité".

Pour cela, il faut d'abord être clairs: nous ne nous berçons pas d'illusions quant à l'avenir politique de nos ex-camarades.

Qu'ils soient entraînés dans un cours opportuniste articulé autour de l'appareil FSU ou dans un sectarisme sans foi ni loi, cela ne peut rester sans conséquences pour eux, qui ont choisi de suivre leurs dirigeants. Mais dans le même temps le maintien de la référence au Comité, à *Combattre pour le Socialisme*, est lourde de contradictions potentielles. Elle provient du fait que les militants de ces groupes sont sincèrement attachés à l'objectif de la construction du parti ouvrier révolutionnaire combattant pour le Socialisme.

Ouvrir la discussion politique

Aussi, en fonction de ce dernier considérant, nous sommes prêts pour notre part, sans autre préalable que le rejet de la calomnie, à la discussion avec l'un ou l'autre de ces groupes sur les voies et moyens de la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

Les suppléments aux n°79 et n°80 de *Cps*, sur la question de la guerre impérialiste contre la RFY et la politique du groupe Bertrand/Goudard, sur la question de la politique sur la question du pouvoir du groupe 'Elido-Valentina', illustrent ce que cela veut dire: aucune diplomatie, aucune concession sur le fond.

A nouveau, avec la publication de ce texte, nous nous adressons à nos anciens camarades pour leur dire: la discussion sur le bilan de la crise subie par le Comité est

incontournable pour qui prétend inscrire son action politique dans sa continuité. Seule la discussion sur l'orientation politique, indissociable de celle sur l'appréciation de la crise du Comité et de ses racines, peut permettre de limiter les dégâts considérables qui ont été commis.

Nous vous proposons d'en discuter en profitant de la parution de ce texte, comme nous le proposons à tout ceux qui côtoient ou ont côtoyé le Comité pendant des années, sans en être membres, et qui y sont attachés. Il est de notre responsabilité d'ouvrir cette possibilité de discussion, sans aucune arrière pensée.

Cela dit, notre priorité est de maintenir ce qui fait la raison d'être de notre regroupement: la continuité dans l'élaboration politique. C'est d'abord à cet objectif que nos efforts vont et iront. Faute de quoi, vu nos forces, nous péririons.

Cercle pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire

Pour conclure ce rapport, il faut tirer toutes les conséquences de ce que nous-mêmes expliquons. Il nous faut changer de nom, faute de quoi nous raconterions des histoires, à nous-mêmes ainsi qu'à tous ceux qui ont de l'estime pour le combat que nous menons.

Il faut un nom qui dise ce que nous sommes devenus. Celui de Cercle pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire, semble le plus précis en ce sens. Comme le Comité, le Cercle doit s'efforcer de fonctionner selon les normes du centralisme démocratique, et donc de combattre pour en assurer les conditions déterminantes, c'est-à-dire son armement politique.

Nous sommes un regroupement de militants trotskystes autour du bulletin "*Combattre pour le Socialisme*". Nous combattons pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire.

Ce qui fonde l'existence de notre groupe, c'est le combat en défense des acquis politiques et théoriques d'un siècle et demi de lutte du prolétariat pour son émancipation, le combat en défense du marxisme. Notre programme est celui de la IV^e Internationale, enrichi des leçons du combat pour sa reconstruction, fondé sur la théorie de la révolution prolétarienne à l'époque de l'impérialisme. Nous y intégrons les événements majeurs que sont la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS et la disparition de la force qui a assuré la continuité de la IV^e Internationale.

Ce combat a été mené en particulier pour essayer de sauver la force politique qui a assuré la continuité de la IV^e Internationale, le PCI, sous la direction de Stéphane Just qui fut un des principaux dirigeants du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Nous menons aujourd'hui ce combat dans une situation historique sans précédent: restauration du capitalisme en URSS, et conjointement, liquidation politique de la force qui avait assuré la continuité de la IV^e Internationale. Cette situation pèse lourdement sur la classe ouvrière, la jeunesse, donc sur les révolutionnaires. Nous ne cherchons pas à le cacher, nous regardons la réalité en face. Expression de cette situation: le Comité constitué par Stéphane Just pour mener ce combat n'a pas résisté à la pression de cette situation difficile après le décès de son fondateur et chef.

Mais nous sommes restés regroupés. Si cela a été possible, c'est que nous sommes capables d'utiliser, malgré les difficultés, les acquis politiques et théoriques que nous revendiquons pour élaborer une orientation et intervenir.

Notre bulletin doit garder le même nom, qui est celui qui nous définit, dans la mesure où la qualité de la publication maintenue après le décès de Stéphane Just nous l'autorise.

Il nous faudra y indiquer en inaugurant une nouvelle série que nous avons pris acte de la rupture qui s'est produite dans notre histoire, en même temps que notre volonté d'assurer la continuité politique du combat de Stéphane Just.

Quant à notre définition politique de notre cercle, après la crise à répétition qui a détruit le Comité, elle pourrait s'énoncer ainsi :

Ces acquis sont indispensables pour que le prolétariat puisse combattre pour prendre le pouvoir, exproprie le capital, s'engage dans la voie du socialisme, la seule qui permette d'en finir avec la misère, l'exploitation et les guerres. Ils sont indispensables pour que voient le jour d'authentiques partis ouvriers révolutionnaires, une internationale ouvrière révolutionnaire, qui permettront au prolétariat de réaliser cette tâche historique.

Nous sommes certains, instruits par toute l'expérience historique, que, inévitablement, le prolétariat retrouvera la voie de la révolution, cherchera à se doter des moyens politiques pour en finir avec l'impasse de la vieille société bourgeoise. Ces moyens politiques ne pourront être que des partis ouvriers révolutionnaires, fondés sur le programme du marxisme.

Nous ne sommes pas l'embryon du futur POR, mais nous voulons combattre de toutes nos forces pour contribuer à sa construction. Voilà pourquoi nous entendons défendre les acquis du combat pour la IV^e Internationale et du combat pour sa reconstruction, défendre le marxisme, pour pouvoir les faire prévaloir dans le processus de la reconstruction du mouvement ouvrier.

En serons-nous capables? Avons-nous des garanties à offrir? Nulle autre que le combat que nous menons aujourd'hui, nulle autre que l'orientation que nous développons, qui est rassemblée et concentrée dans le bulletin qui nous sert de base politique pour nous disposer, intervenir, convaincre, regrouper. Mais une chose est certaine: **il faut le faire.**

*"Le combat ou la mort: la lutte sanguinaire ou le néant.
C'est ainsi que la question est invinciblement posée"*
(George Sand, citée par Marx en conclusion de *Misère de la philosophie* - 1847)

Annexe : texte de la cellule RATP

Les camarades Antoine, Fortier, Gibelin, Picaret, Serge et Sophie de la cellule RATP font appel au Comité national

*

L'aggravation de l'état de santé de Stéphane Just avait mis à l'ordre du jour la nécessité de réorganiser les cellules RATP.

Jusqu'alors, les camarades étaient répartis de la façon suivante :

Cellule Villars		Cellule Stéphane		Ailleurs ⁽²⁾	
Antoine	conducteur	Stéphane		Picaret	cadre
Gibelin	conducteur	Fortier	conducteur		
Hélios	conducteur	Sophie	retraîtée RATP		
Lény	conducteur	Serge	retraité RATP		
Vernais	conducteur				
Martine	agent de station				
Richard	retraité RATP ⁽¹⁾				
Villars	retraité RATP				

⁽¹⁾ depuis l'été 1997, précédemment agent de station

Richard, en voyage depuis le mois d'août, n'est pas de retour à ce jour

⁽³⁾ sa participation à une cellule RATP avait été décidée avant les vacances

*

Le 26/9/1997, les 2 cellules ont donc tenu une réunion commune et ont décidé d'un commun accord de maintenir transitoirement une seule cellule (12 membres), la partition devant être envisagée ultérieurement.

Le 11/11/1997, (absent Hélios) les dates et heures des prochaines réunions de cellule sont fixées : le 18/11, à 9 heures, le 25/11 à 19 heures 30.

Le problème de la cellule RATP est à l'ordre du jour. Une discussion s'engage et un consensus est trouvé « contre la dissociation des cellules en fonction des courants politiques exprimés à la Conférence »; Villars est d'accord sur ce point et différentes solutions sont envisagées.

La cellule décide d'arrêter la discussion, par manque de temps, et de mettre, à l'ordre du jour de la réunion de cellule du 25/11, la réorganisation de la RATP (le 18/11, Picaret sera absent pour raison familiale sérieuse).

Le 18/11, (absent Picaret), Villars, qui a participé au comité parisien, n'établit pas d'ordre du jour. Il fait un compte-rendu très succinct de cette réunion :

- ♦ dit qu'il a informé le comité parisien que les cellules de la RATP étaient reconstituées comme avant le décès de Stéphane. Il dit que chacun doit « reprendre ses billes »,
- ♦ informe que le collectage de CPS doit avoir lieu le 6/12 au matin et annonce la sortie des bulletins intérieurs les 21 ou 22/11 et 13/12.

Alors Hélios se précipite sur la porte, en déclarant : « la cellule Villars va se réunir » et répétant : « on ne discute pas ! » et Villars, Vernais, Lény, Martine quittent également la réunion sans aucune discussion.

La cellule constate leur départ et poursuit, sans eux, la réunion.

Le 25/11, les membres (qui adressent cet appel) de la cellule, convoquée à 19 heures 30, ont attendu jusqu'à 19 heures 35 devant la porte close du local de réunion. Ils ont constaté l'absence de Villars, Vernais, Hélios, Lény et Martine et vont cependant se réunir ailleurs.

La cellule décide que sa prochaine réunion aura lieu le 5/12 à 19 heures 15 au local du comité. Il y aura, à l'ordre du jour, le point resté en suspens de la réorganisation des cellules RATP.

Le Comité parisien, réuni le 1/12, saisi de cette affaire par la cellule RATP, a demandé instamment aux camarades Villars et Hélios, présents à cette réunion, qu'eux-mêmes, ainsi que Martine, Vernais et Lény, se rendent à la réunion de cellule regroupée prévue le 5/12.

Le 5/12, la cellule constate, une fois de plus, leur absence.

Devant le refus persistant de Villars, Hélios, Martine, Vernais et Lény, la cellule RATP, réunie le 9/12, en appelle maintenant au Comité national.

*

Nous relevons que :

♦ quand le camarade Villars a annoncé qu'« qu'il reprenait ses billes », il l'a fait sans consulter les camarades Gibelin et Antoine (membres précédemment de la même cellule).

♦ et qu'il a ensuite convoqué ces camarades à « sa » réunion et que, de fait, il a proscrit de sa prétendue cellule le camarade Fortier, séparé des 5 autres conducteurs.

Nous déclarons que s'il « admettait » la présence de Fortier, cela signifierait que 3 camarades, Serge, Sophie et Picaret seraient « expulsés » de « sa » cellule.

Nous demandons : sur quel critère ? - Parce que Serge et Sophie sont retraités ? Alors que lui-même est retraité (ainsi que Richard, en l'absence de qui la décision a été prise). Et pour Picaret ?

Il apparaît que la seule solution logique, cohérente, équilibrée, pour le bon fonctionnement des camarades de la RATP, est de regrouper les 6 conducteurs dans une cellule et les 6 autres camarades dans une autre. Cela est notre proposition. ⁽¹⁾

*

Depuis plus de 50 ans, les militants trotskistes, sous la direction de Stéphane Just, sont intervenus à la RATP et ont construit un secteur d'intervention. Indépendamment du symbole qu'il représente, faire éclater ce secteur serait un acte grave.

Les camarades décident donc de porter à la connaissance du Comité national la décision de Villars, Hélios, Lény, Martine et Vernais et ses conséquences destructrices et lui demandent d'organiser dans les plus brefs délais une réunion commune de l'ensemble des camarades de la RATP pour décider de la réorganisation des cellules de la RATP.

⁽¹⁾ De toutes façons, l'activité des 2 cellules doit être coordonnée. Il devra y avoir une cellule regroupée, par exemple, en cas de mouvement à la RATP ou pour la sortie de CPS/RATP

SOMMAIRE

Après le décès de Stéphane Just, une première crise dislocatrice.....	1
De Charybde en Scylla.....	1
Ni rire, ni pleurer, comprendre.....	2
Le décès de Stéphane Just a décapité politiquement le Comité.....	3
Quelques données sur le Comité.....	4
Au centre, la définition d'une orientation politique au compte du prolétariat et de la jeunesse.....	4
Un écho certain.....	5
D'importants acquis politiques.....	5
... et organisationnels.....	5
Une contradiction non résolue.....	6
Les tâches politiques du Comité.....	7
Les conditions objectives du combat pour le parti ouvrier révolutionnaire.....	8
Assurer la continuité du Comité après le décès de Stéphane Just: répondre aux problèmes politiques.....	8
La "continuité" selon Hélène Bertrand et Serge Goudard.....	9
Des divergences politiques sérieuses: l'appréciation de la nouvelle situation.....	9
Face au gouvernement de la "gauche plurielle".....	10
La question du pouvoir.....	11
... et les mots d'ordre du Comité.....	11
Des désaccords toujours présents.....	12
Le "pacte national".....	12
X° Conférence: malgré des conditions de discussion tourmentées.....	12
... une majorité se dégage sur une orientation politique.....	13
Serge Goudard et Hélène Bertrand constituent leur groupe.....	14
... un groupe liquidateur du Comité.....	14
Une orientation foncièrement opportuniste.....	15
Un pas de plus: la rentrée 1998, le mouvement lycéen.....	15
L'agression impérialiste contre la RFY et tous les peuples des Balkans: un test.....	16
Une caractérisation du groupe d'Hélène Bertrand et Serge Goudard.....	17
L'appel à voter "Front Unique" dans la FSU emmené par Roland Michel: une confirmation.....	17
Ce qui avait été préservé après la destruction du Comité fondé par Stéphane Just.....	18
La crise resurgit.....	19
Derrière une campagne de calomnies.....	19
... une révision de la nature du Comité, de ses tâches.....	20
A nouveau sur le Comité et le combat pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire.....	21
Retour sur l'appréciation de la crise de 1997.....	22
L'Afrique du Sud: un ban d'essai pour la France.....	22
Tenue de la XI° Conférence.....	23
Un raid meurtrier.....	23
Une rupture politique avec l'orientation et les traditions politiques du Comité désormais avérée.....	25
Sous l'impulsion d'un ennemi de Stéphane Just.....	25
Un noir bilan.....	26
Ouvrir la discussion politique.....	26
Cercle pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire.....	27

BULLETIN d'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

(10 NUMEROS: 100 FRANCS)

NOM:.....PRENOM:.....

ADRESSE:.....

CODE POSTAL:.....LOCALITE:.....

Chèques à l'ordre de : G.E.R. - Envoyer à: Serge SELLERON - 6 rue du Dauphiné - 91300 MASSY

Directeur de la publication: Olivier LESTANG
Commission paritaire n°67187 - n°ISSN: 0763790X - Imprimerie spéciale